

HYDROGÈNE VERT EN ALGÉRIE

Une stratégie ambitieuse en marche

L'Algérie accélère son positionnement sur le marché mondial de l'hydrogène vert en misant sur un atout stratégique majeur qu'est sa proximité géographique avec l'Europe.

Grâce à plusieurs projets de corridors énergétiques reliant l'Afrique du Nord aux principaux pôles industriels européens, Alger ambitionne de devenir une plateforme incontournable de production et d'exportation d'hydrogène propre. Cette stratégie s'inscrit dans une vision à long terme destinée à diversifier l'économie nationale, accompagner la transition énergétique et conforter la place de l'Algérie parmi les partenaires énergétiques de premier plan. P 3



INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN MAI 2026

**Le rythme annuel de
l'inflation s'établit à
1,8 %**

La hausse des prix à la consommation semble s'installer dans une phase de relative stabilisation en Algérie. Après plusieurs mois marqués par des évolutions modérées, l'Indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger n'a progressé que de 0,3 % en mai 2026 par rapport au mois précédent, un rythme proche de celui enregistré en avril, à savoir +0,4 %. Cette évolution témoigne d'une certaine maîtrise de la dynamique inflationniste, même si des tensions continuent d'affecter certains produits, notamment les viandes et les fruits.

P 2

HYDROCARBURES

**L'Algérie et le
Sénégal veulent
élargir leur
partenariat**

L'Algérie et le Sénégal veulent donner une nouvelle impulsion à leur coopération dans le secteur des hydrocarbures. C'est ce qui ressort de la rencontre tenue, hier à Alger, entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre sénégalais de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Cheikh Niang, en visite de travail en Algérie.

P 3

PROJETS HYDRAULIQUES DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE TOUMIAT (BÉCHAR)

**Le ministre ordonne
d'accélérer les
travaux**

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a insisté, dimanche à Béchar, sur la nécessité d'accélérer la réalisation des infrastructures hydrauliques destinées à accompagner les grands projets industriels de la région, en particulier le complexe de transformation et de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet.

P 5

RENTRÉE SCOLAIRE ET INDUSTRIE

**Deux grands salons
au programme
en septembre** P 2

INCENDIES, CLIMAT ET SÉCURITÉ
NATIONALE

**Plaidoyer pour une nouvelle
approche de prévention** P 5

FEUX DE FORÊT

**Extinction de 72 incendies
sur 80 durant les dernières
24 heures** P 2

FEUX DE FORÊT
Extinction de 72
incendies sur 80
durant les dernières
24 heures

Les services de la Protection civile ont réussi, durant les dernières 24 heures, à éteindre 72 incendies sur les 80 enregistrés dans plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public dimanche par la Direction générale de la Protection civile. Concernant la situation des feux survenus dans les forêts, les maquis, les broussailles, les récoltes et les oasis, les services de la Protection civile ont enregistré, durant les dernières 24 heures et jusqu'à 7h00, "80 incendies, dont 72 maîtrisés". Dans ce contexte, les équipes de la Protection civile poursuivent leurs efforts pour éteindre 8 feux dans les wilayas de Souk Ahras (1), Skikda (1), El Tarf (1), Saïda (1), Béjaïa (1), Jijel (1), Tizi Ouzou (1) et Boumerdès (1).

UNIVERSITÉ DE TIARET
Ouverture de trois
nouvelles spécialités à
la rentrée universitaire
2026-2027

La carte pédagogique de l'Université " Ibn Khaldoun " de Tiaret sera renforcée, au titre de l'année universitaire 2026-2027, par l'ouverture de trois nouvelles spécialités dans les domaines des sciences agronomiques et de la formation des enseignants, a indiqué dimanche le recteur de l'établissement, Belkoumane Berzouk. Le recteur a précisé qu'une nouvelle spécialité sera lancée au niveau de l'Institut national des sciences agronomiques dans le domaine des " semences et protéines ". Cette formation vise à contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire nationale à travers le développement de semences adaptées aux conditions climatiques locales et l'accompagnement scientifique des agriculteurs dans leurs pratiques d'exploitation. Il a également indiqué que l'annexe de l'Ecole nationale supérieure des enseignants (ENS) de Sougueur sera consolidée, dès sa deuxième année d'activité, par l'ouverture d'une nouvelle spécialité dédiée à l'enseignement des arts plastiques dans les cycles moyen et secondaire. Cette structure accueillera 780 nouveaux étudiants au titre de la prochaine rentrée universitaire.

R E.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION EN MAI 2026

Le rythme annuel de l'inflation
s'établit à 1,8 %

La hausse des prix à la consommation semble s'installer dans une phase de relative stabilisation en Algérie. Après plusieurs mois marqués par des évolutions modérées, l'Indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger n'a progressé que de 0,3 % en mai 2026 par rapport au mois précédent, un rythme proche de celui enregistré en avril, à savoir +0,4 %. Cette évolution témoigne d'une certaine maîtrise de la dynamique inflationniste, même si des tensions continuent d'affecter certains produits, notamment les viandes et les fruits.

Par Réda Hadi

La situation contraste nettement avec celle observée en mai 2025, lorsque l'indice des prix à la consommation avait enregistré une baisse de 2,9 % par rapport au mois précédent. Un an plus tard, la tendance demeure contenue, avec une progression limitée des prix dans la majorité des catégories de produits. Le rythme annuel de l'inflation, calculé sur la période allant de juin 2025 à mai 2026 par rapport à la période juin 2024-mai 2025, s'établit ainsi à +1,8 %. Cet indicateur confirme le ralentissement de la pression inflationniste sur une période de douze mois. En glissement annuel, c'est-à-dire entre mai 2025 et mai 2026, la variation des prix à la consommation atteint toutefois +8,6 %, reflétant les hausses accumulées sur certains segments, notamment les produits alimentaires frais et les biens manufacturés. Les produits alimentaires ont enregistré une hausse de 0,4 % en mai, un rythme toutefois inférieur à celui observé en avril, qui s'était

établi à +0,9 %. Cette décélération constitue l'un des principaux éléments de la stabilisation globale de l'indice. Les produits agricoles frais ont néanmoins progressé de près de 0,9 %, sous l'effet de hausses importantes pour plusieurs produits. Les fruits affichent ainsi une augmentation de 13,6 %, tandis que les prix de la viande et des abats de mouton progressent de 7,5 %. La viande et les abats de bœuf enregistrent, pour leur part, une hausse de 4,1 %. Les viandes rouges figurent ainsi parmi les principaux facteurs de pression sur les prix alimentaires au cours du mois. Cette tendance est toutefois partiellement compensée par la baisse de plusieurs produits. Les prix des légumes ont reculé de 17,8 %, tandis que la viande de poulet a diminué de 4,1 %. Les produits alimentaires industriels ont, quant à eux, enregistré une légère baisse de 0,1 % en mai. Sur une année, les prix des produits alimentaires dans leur ensemble ont augmenté de 8,5 %. Cette évolution annuelle est principalement tirée par les produits agricoles frais, dont les prix ont

progressé de 16,2 %. Les légumes affichent une hausse annuelle de 24,2 %, tandis que les viandes et abats de mouton augmentent de 18,7 %.

À l'inverse, les produits alimentaires industriels ont connu une légère baisse de 0,2 % sur un an. Le recul atteint notamment 1,7 % pour le café, le thé et les infusions, contribuant ainsi à limiter la progression globale des prix dans cette catégorie. Les prix des produits manufacturés se sont caractérisés par une relative stabilité au cours du mois de mai, avec une progression de près de 0,1 %. Les services ont, pour leur part, enregistré une hausse modérée de 0,3 %. Ces évolutions limitées ont contribué à contenir la progression de l'indice général. À l'échelle nationale, l'indice des prix à la consommation, établi à partir des observations réalisées dans un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays, affiche une hausse de 0,6 % en mai 2026 par rapport au mois précédent. Cette progression est donc supérieure à celle observée dans la capitale.

RENTÉE SCOLAIRE ET INDUSTRIE

Deux grands salons au programme en septembre

Algeria Exhibitions, filiale du groupe SAFEX, a annoncé l'ouverture des inscriptions pour deux importantes manifestations économiques qui se tiendront au Palais des Expositions des Pins Maritimes (Alger) au mois de septembre prochain. Il s'agit de la quatrième édition du Salon de la rentrée scolaire « Lemsid », prévue du 17 au 27 septembre 2026, et de la première édition du Salon international de la fonderie, des métaux et des industries de transformation, programmée du 21 au 24 septembre. Dans son communiqué, Algeria

Exhibitions invite les opérateurs économiques et les professionnels des secteurs concernés à prendre part à ces deux rendez-vous, qui s'inscrivent dans sa stratégie de promotion des échanges commerciaux, de valorisation du produit national et d'accompagnement du développement des différentes filières économiques. Le Salon « Lemsid » réunira un large éventail d'exposants spécialisés dans les fournitures scolaires et de bureau, les livres et l'édition, les équipements pédagogiques, les technologies de l'enseignement, ainsi que les secteurs de l'habillement, des produits alimentaires et

des services destinés aux familles et aux établissements éducatifs. L'objectif est d'offrir un espace commercial permettant aux consommateurs de préparer la rentrée scolaire dans les meilleures conditions, avec une offre diversifiée et des prix compétitifs, tout en favorisant une concurrence bénéfique pour les ménages. Parallèlement, le premier Salon international de la fonderie, des métaux et des industries de transformation ambitionne de devenir une plateforme de référence pour les professionnels de l'industrie. L'événement rassemblera les entreprises spécialisées dans la fonderie, la mé-

tallurgie, les industries de transformation, la sous-traitance industrielle, ainsi que les laboratoires de contrôle et de qualité et les centres de recherche et développement. À travers cette initiative, Algeria Exhibitions entend favoriser les rencontres d'affaires, le transfert de savoir-faire, le développement de partenariats industriels et la promotion des capacités nationales dans un secteur considéré comme stratégique pour la diversification de l'économie et le renforcement de l'intégration industrielle.

Synthèse Z R.

AVEC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE 62,2 MILLIARDS DE DINARS

Djezzy poursuit sa croissance au premier semestre 2026

L'opérateur de téléphonie mobile, Djezzy a annoncé, hier dans un communiqué, une progression de son chiffre d'affaires au premier semestre 2026, avec une hausse de 8,7 % par rapport à la même période en 2025, confirmant, ainsi, la dynamique de croissance de l'entreprise. "Au cours des six premiers mois de l'année 2026, Djezzy a réalisé un chiffre d'affaires de 62,2 milliards de dinars, en hausse de 8,7 % par rapport à la même période en 2025, alors que la base clients a également progressé pour atteindre 18,1 millions d'abonnés à fin juin 2026, soit une croissance de 4,2 % sur un an", précise la même source. Sur le plan financier, "TEBITDA s'est établi à 26,7 milliards de dinars, en progression de 6,6 % par rapport à la même période en 2025, tandis que la marge EBITDA est demeurée au-dessus de 40 %", confirmant "la bonne maîtrise opérationnelle de l'entreprise", ajoute le communiqué. Cette évolution confirme, selon la même source, la dynamique de croissance de l'entreprise, portée par l'évolution de ses principaux indicateurs financiers et opérationnels. elle traduit "la confiance des clients et la pertinence des offres proposées", souligne l'opérateur. Concernant ces résultats, le Directeur général de Djezzy, M. Boumediene Senouci, a fait savoir qu'ils s'inscrivent dans "la trajectoire définie par la feuille de route annuelle et témoignent de la progression de la performance de l'entreprise, ainsi que de la confiance renouvelée de ses actionnaires et de ses clients".

riode en 2025, tandis que la marge EBITDA est demeurée au-dessus de 40 %", confirmant "la bonne maîtrise opérationnelle de l'entreprise", ajoute le communiqué. Cette évolution confirme, selon la même source, la dynamique de croissance de l'entreprise, portée par l'évolution de ses principaux indicateurs financiers et opérationnels. elle traduit "la confiance des clients et la pertinence des

offres proposées", souligne l'opérateur. Concernant ces résultats, le Directeur général de Djezzy, M. Boumediene Senouci, a fait savoir qu'ils s'inscrivent dans "la trajectoire définie par la feuille de route annuelle et témoignent de la progression de la performance de l'entreprise, ainsi que de la confiance renouvelée de ses actionnaires et de ses clients".

R E

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HYDROGÈNE VERT EN ALGÉRIE

Une stratégie ambitieuse en marche

L'Algérie accélère son positionnement sur le marché mondial de l'hydrogène vert en misant sur un atout stratégique majeur qu'est sa proximité géographique avec l'Europe. Grâce à plusieurs projets de corridors énergétiques reliant l'Afrique du Nord aux principaux pôles industriels européens, Alger ambitionne de devenir une plateforme incontournable de production et d'exportation d'hydrogène propre. Cette stratégie s'inscrit dans une vision à long terme destinée à diversifier l'économie nationale, accompagner la transition énergétique et conforter la place de l'Algérie parmi les partenaires énergétiques de premier plan.

Par S. R.

L'objectif est ambitieux. Le gouvernement prévoit de produire près d'un million de tonnes d'hydrogène vert par an à l'horizon 2030, avec des investissements estimés entre 20 et 25 milliards de dollars. Cette dynamique repose sur l'important potentiel solaire et éolien du pays, ainsi que sur un nouveau cadre législatif visant à attirer les investisseurs étrangers. La stratégie nationale de développement de l'hydrogène vert, couvrant la période 2023-2050, prévoit une montée en puissance progressive de la filière. La première phase, jusqu'en 2030, est consacrée à l'acquisition des technologies, au renforcement des compétences nationales et au lancement de projets pilotes. Entre 2030 et 2040, l'accent sera mis sur le déploiement industriel et le développement des infrastructures d'exportation, avant une phase d'industrialisation et d'exportation à grande échelle prévue entre 2040 et 2050. Les grands corridors énergétiques constituent le pilier de cette stratégie. Le projet SouthH2 Corridor en est l'initiative la plus emblématique. Il prévoit l'acheminement de quatre millions de tonnes d'hydrogène vert par an vers l'Italie, l'Autriche et l'Allemagne grâce à un vaste réseau de canalisations et d'infrastructures de transport. Les études de faisabilité sont actuellement conduites par un consortium réunissant six entreprises algériennes et européennes, illustrant la portée stratégique de ce partenariat. À ce projet s'ajoute le corridor SunsHyne, dont l'étude a été

finalisée en août 2025. Long de 3 400 kilomètres et doté d'une capacité de transport estimée à 450 térawattheures, il doit relier l'Afrique du Nord au cœur industriel de l'Europe. Dans ce dispositif, l'Algérie est appelée à jouer un rôle de point de connexion privilégié vers l'Italie, renforçant ainsi sa position de passerelle énergétique entre les deux continents. Le projet SEEHyC (South East European Hydrogen Corridor) complète cette architecture. Son étude, achevée en juin 2025 par huit entreprises européennes dans le cadre du plan REPowerEU, prévoit un corridor de 3 132 kilomètres reliant le sud et le centre de l'Europe. Là encore, l'Algérie figure parmi les partenaires les mieux placés pour approvisionner le marché européen en hydrogène vert. Ces différents projets témoignent de l'intérêt croissant de l'Union européenne pour l'Algérie, appelée à jouer un rôle majeur dans la diversification des approvisionnements énergétiques du continent. Forte de son expérience dans les exportations de gaz naturel, de ses infrastructures énergétiques existantes et de sa proximité géographique avec l'Europe, l'Algérie dispose de solides atouts pour s'intégrer à cette nouvelle chaîne de valeur. En parallèle, le pays poursuit la mise en œuvre de plusieurs projets pilotes destinés à préparer l'industrialisation de la filière. Sonatrach conduit trois projets expérimentaux, tandis qu'un quatrième est développé avec des partenaires allemands et le soutien de l'Union européenne. Une unité semi-industrielle de 50 MW est

notamment en cours de réalisation dans la zone industrielle d'Arzew, grâce à un financement allemand de 20 millions d'euros. Le premier projet pilote, lancé avec le groupe italien Eni, constitue également une étape importante. Il repose sur l'utilisation des énergies solaire et éolienne, ainsi que sur le recours aux eaux issues des gisements pétroliers pour alimenter le processus d'électrolyse, une solution destinée à préserver les ressources en eau douce. L'ambition de l'Algérie ne se limite toutefois pas à l'exportation d'hydrogène vert. La stratégie nationale prévoit également le développement d'une véritable industrie de transformation à travers la production d'ammoniac et de méthanol verts. Des unités d'électrolyse pouvant atteindre 200 MW devraient alimenter plusieurs secteurs industriels, notamment la production d'acier propre, de ciment bas carbone et d'engrais, créant ainsi une valeur ajoutée importante sur le territoire national. Les autorités algériennes rappellent cependant que cette filière doit se développer dans le cadre de partenariats équilibrés. Si l'Europe est appelée à bénéficier de cette nouvelle source d'énergie propre, elle est également invitée à contribuer au transfert de technologies, au financement des projets et à la formation des compétences algériennes. Une approche que l'Algérie considère essentielle pour faire de l'hydrogène vert un moteur de son industrialisation, de la création d'emplois qualifiés et de la diversification durable de son économie.

ENERGIE NUCLÉAIRE
La ministre Adjal reçoit une délégation de la société argentine "INVAP"

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a reçu, hier, une délégation de la société argentine "INVAP", spécialisée dans les technologies avancées de l'énergie nucléaire à usage médical, conduite par le Directeur général de la société, Dario Guissi, indique un communiqué du ministère. Lors de cette rencontre, tenue au siège du ministère en présence de hauts cadres du secteur, M. Adjal a mis en avant "les bonnes relations" unissant l'Algérie et l'Argentine dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables, notamment à travers "le partenariat réussi" établi depuis 40 ans entre le Commissariat à l'énergie atomique (COMENA) et la société argentine, lequel a permis le lancement de plusieurs projets d'infrastructures dans le domaine de l'énergie nucléaire destinée à usage médical. Parmi les projets lancés dans ce domaine, le ministre a notamment évoqué celui de la réalisation, à Draria (Alger), d'une unité de production de radio-isotopes utilisés comme traceurs en imagerie médicale ou comme substances employées en radiothérapie pour cibler et détruire les cellules cancéreuses. Dans ce contexte, M. Adjal a souligné l'importance d'élargir la coopération entre les deux pays, à travers le COMENA et la société "INVAP", afin de tirer parti de l'expertise argentine dans le développement de la production de radio-isotopes, en vue de leur fabrication locale en Algérie à l'avenir. Le ministre a également insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux de réalisation de l'unité de Draria et de respecter les délais de réalisation, tout en assurant un suivi périodique du projet. De son côté, le Directeur général de la société argentine s'est félicité du succès de la coopération entre l'Algérie et l'Argentine dans le domaine de l'usage médical de l'énergie nucléaire, saluant les propositions formulées par le ministre et les perspectives de coopération future, notamment en ce qui concerne la production de radio-isotopes, conclut le communiqué.

APS

HYDROCARBURES

L'Algérie et le Sénégal veulent élargir leur partenariat

Par Z. R.

L'Algérie et le Sénégal veulent donner une nouvelle impulsion à leur coopération dans le secteur des hydrocarbures. C'est ce qui ressort de la rencontre tenue, hier à Alger, entre le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, et le ministre sénégalais de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur, Cheikh Niang, en visite de travail en Algérie. La réunion, qui s'est déroulée en présence des ambassadeurs des deux pays, du président-directeur général du groupe Sonatrach, Noureddine Daoudi, ainsi que de responsables des deux délégations, a permis de faire le point sur l'état de la coopération bilatérale et d'examiner les perspectives de son élargissement dans les domaines de l'énergie et des mines. Les deux parties ont salué la qualité des relations historiques entre Alger et Dakar ainsi que leur volonté commune de hisser

la coopération économique à un niveau supérieur, notamment dans le secteur des hydrocarbures, indique le ministère dans un communiqué. Les discussions ont porté sur le développement d'un partenariat couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur de l'industrie pétrolière et gazière, de l'exploration et de la production au développement des gisements, en passant par le raffinage et la pétrochimie. Dans ce cadre, les deux ministres ont souligné l'importance de renforcer la coopération entre Sonatrach et la compagnie nationale sénégalaise PETROSEN, en s'appuyant sur le mémorandum d'entente conclu entre les deux entreprises afin d'ouvrir de nouvelles perspectives d'investissement, de coopération technique et de transfert de savoir-faire. Les échanges ont également porté sur les possibilités d'accompagner le développement de l'industrie pétrolière et gazière sénégalaise, dans un contexte marqué par les récentes découvertes d'hydrocarbures dans ce pays. À ce titre, les deux parties ont mis en

avant l'intérêt de renforcer la coopération dans les domaines de la formation et du développement des compétences, à travers un partenariat entre l'Institut algérien du pétrole et son homologue sénégalais. Cette coopération devrait contribuer au transfert des connaissances et à la qualification des ressources humaines appelées à accompagner l'essor du secteur énergétique sénégalais. Les opportunités de coopération dans les industries pétrochimiques, le transport des hydrocarbures, la commercialisation des produits pétroliers et gaziers, ainsi que l'échange d'expériences en matière de réglementation, de gouvernance, de gestion des données pétrolières, de sécurité industrielle et de protection de l'environnement ont également été examinées. À cette occasion, Mohamed Arkab a réaffirmé l'engagement de l'Algérie, conformément aux orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en faveur du renforcement de la coopération africaine et des partenariats Sud-Sud, en

particulier dans le secteur énergétique. Le ministre d'État a insisté sur la nécessité d'intensifier les échanges entre les institutions des deux pays et de renforcer la coordination au sein de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), afin de contribuer à la sécurité énergétique du continent, d'encourager les investissements, de favoriser le transfert de technologies et de développer les compétences africaines. De son côté, le ministre sénégalais a exprimé la volonté de son pays de s'inspirer de l'expérience acquise par l'Algérie dans le développement de l'industrie des hydrocarbures. Cheikh Niang a salué les compétences techniques et le savoir-faire développés par Sonatrach au fil des décennies, réaffirmant l'intérêt du Sénégal à élargir sa coopération avec l'Algérie dans les différents segments de l'industrie pétrolière et gazière.

IMPÔTS
Lancement
du paiement
électronique
à distance des droits
et taxes

La Direction générale des im-
pôts (DGI) a annoncé, sa-
medi, le lancement du ser-
vice de paiement électronique
via le portail de télédéclaration et
de télépaiement "Jibayatic", per-
mettant aux contribuables de
s'acquitter en ligne des droits et
taxes dus, dans le cadre de la
poursuite de la modernisation de
l'administration fiscale et de
l'amélioration de la qualité du
service public.
La DGI précise dans un commu-
nique que ce nouveau service
est destiné à l'ensemble des
contribuables, quel que soit leur
régime fiscal, expliquant qu'ils
peuvent désormais effectuer
leurs paiements à l'aide de la
carte interbancaire (CIB), de la
carte Edahabia, ou par virement
bancaire via la Banque nationale
d'Algérie (BNA), le Crédit popu-
laire d'Algérie (CPA), la Banque
de développement local (BDL),
la Banque de l'agriculture et du
développement rural (BADR) et
la Banque extérieure d'Algérie
(BEA).
La DGI invite les contribuables
qui ne disposent pas encore de
leurs identifiants d'accès au por-
tail "Jibayatic", à savoir le nom
d'utilisateur et le mot de passe, à
se rapprocher dans les meilleurs
délais des services fiscaux com-
pétents (inspections des impôts,
centres des impôts ou centres
de proximité des impôts) afin de
les obtenir.
Elle souligne que ces identifiants
sont indispensables pour accé-
der à l'espace personnel du por-
tail "Jibayatic" et bénéficier des
différents services numériques
disponibles, notamment l'accom-
plissement des obligations fis-
cales en toute simplicité, en
toute sécurité et sans avoir à se
déplacer vers les services fis-
caux.
La DGI invite également les
contribuables, en particulier ceux
concernés par des échéances
fiscales proches, à recourir da-
vantage aux procédures numé-
riques à distance, qui offrent plu-
sieurs avantages, notamment un
gain de temps, un accès aux
services 24 H/24 et 7 jours/7,
une meilleure sécurisation des
opérations, ainsi qu'une réduction
des déplacements et des
délais d'attente.
La DGI réaffirme enfin son enga-
gement à accompagner les
contribuables dans l'utilisation
des services numériques, en
mobilisant l'ensemble de ses
services fiscaux pour leur fournir
l'assistance et l'accompagne-
ment nécessaires lors de l'utili-
sation du portail "Jibayatic".

APS

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Une délégation omanaise en visite de travail en
Algérie pour renforcer la coopération bilatérale

Une délégation de haut niveau du Sul-
tanat d'Oman, est arrivée, samedi à
Alger, pour une visite de travail de
quatre jours, dans le cadre du renforcement
de la coopération en matière de transformati-
on numérique, entre le Haut-commissariat
à la numérisation et le ministère omanais
des Transports et des Technologies de l'In-
formation et de la Communication, indique
un communiqué du Haut-commissariat.
Cette visite intervient "en concrétisation de
l'accord convenu entre la ministre, Haut-
commissaire à la numérisation, Mme Me-
riem Benmouloud, et le ministre omanais
des Transports et des Technologies de l'In-
formation et de la Communication, lors de
la visite qu'il a effectuée en Algérie du 3 au 6
mai 2026", précise le communiqué.
Au programme de la première journée de la

visite, figure une présentation des princi-
paux projets et programmes supervisés par
le Haut-commissariat à la numérisation, no-
tamment la Stratégie nationale de transfor-
mation numérique, l'infrastructure numé-
rique, et le Centre national algérien des ser-
vices numériques, à même de mettre en
avant l'expérience algérienne dans ce do-
maine et d'ouvrir de nouvelles perspectives
pour l'échange d'expériences et d'expertises.
De leur côté, les membres de la délégation
omanaise ont salué les progrès réalisés par
l'Algérie dans le domaine de la transforma-
tion numérique, tout en affichant leur inté-
rêt pour l'exploration des opportunités d'in-
vestissement, l'élargissement des perspec-
tives de coopération et l'établissement de
partenariats stratégiques contribuant à l'ac-
célération du rythme de la transformation

numérique et au partage de connaissances
entre les deux pays, selon la même source.
La partie omanaise a également présenté
l'expertise de plusieurs entreprises natio-
nales leaders en matière de transformation
numérique, passant en revue les solutions et
technologies innovantes dans le domaine de
l'intelligence artificielle et les services pu-
blics numériques.
Par ailleurs, le programme de la visite pré-
voit la tenue de réunions et d'ateliers tech-
niques, ainsi que des visites de terrain au ni-
veau de plusieurs structures et installations,
en vue de renforcer l'échange d'expertises et
de soutenir la coopération entre les deux
pays dans le domaine de la transformation
numérique.

APS

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 50 EXPOSANTS

Lancement de la deuxième édition du Salon “Oran El Bahia de l’Alimentation”

La deuxième édition du Salon " Oran El Bahia
de l'Alimentation " a été inaugurée samedi
soir à Oran. Cette manifestation réunit plus de
50 exposants autour de la gastronomie, de la dé-
gustation, du divertissement et de la promotion
des produits alimentaires.
Organisé au Village méditerranéen par l'Associa-
tion nationale des commerçants et artisans, sous
le patronage du wali d'Oran, Ibrahim Ouchène, et
en coordination avec la Direction du tourisme et
de l'artisanat, l'événement est placé sous le slo-
gan " Une seule ville mille saveurs ".
Les visiteurs pourront profiter d'un programme
riche et varié comprenant des séances de dégus-
tation de spécialités culinaires, des concours de
cuisine réunissant amateurs et professionnels,

ainsi que des démonstrations en direct animées
par des chefs, qui mettront en avant leur savoir-
faire et leurs techniques de préparation.
Les organisateurs ont également prévu un large
éventail d'animations destinées aux familles et aux
enfants, faisant de ce salon un espace de décou-
verte et de loisirs. L'événement offre aussi l'occa-
sion de valoriser la richesse du patrimoine gastro-
nomique algérien et la diversité des recettes tradi-
tionnelles et contemporaines des différentes ré-
gions du pays.
Cette deuxième édition, qui se poursuivra jusqu'au
1er août prochain, verra la participation de nom-
breux acteurs du secteur de l'alimentation, parmi
lesquels des producteurs, des professionnels et
des passionnés de cuisine. L'objectif est de créer

un espace d'échange, de promouvoir les produits
et services liés au secteur et de favoriser les ren-
contres entre les différents intervenants.
L'organisation de ce salon s'inscrit dans le cadre
de l'animation de la saison estivale à Oran et de la
consolidation de son attractivité en tant que desti-
nation touristique et culturelle. A travers ce type de
manifestations, la ville met en valeur son patri-
moine local en associant culture, gastronomie et
divertissement.
Pendant une semaine, le Salon "Oran El Bahia de
l'Alimentation " promet ainsi de devenir un rendez-
vous incontournable pour les amateurs de saveurs
et de découvertes culinaires au Village méditerra-
néen.

APS

COMMERCE EXTÉRIEUR

Réception électronique des recours et préoccupations des opérateurs
économiques jusqu’au 10 août

Le ministère du Commerce extérieur et de la
Promotion des exportations a annoncé, sa-
medi, la réception électronique des recours
et préoccupations des opérateurs économiques
jusqu'au 10 août 2026, dans le cadre de l'amé-
lioration de la prise en charge des dossiers dé-
posés, afin d'assurer la rapidité de leur examen
et de leur traitement.
Le ministère a précisé, dans un communiqué,
que la réception des opérateurs économiques
au niveau de son siège sera temporairement
suspendue durant cette période, tous les re-
cours et préoccupations devront être transmis
par courrier électronique, selon la nature des
dossiers.
A cet effet, le ministère a mis à disposition
l'adresse électronique requete.fonctionne-
ment@mcepe.gov.dz pour recevoir les préoccupa-
tions et recours relatifs au programme prévi-
sionnel d'importation (deuxième semestre),
l'adresse requete.revente@mcepe.gov.dz pour
les préoccupations et recours concernant l'im-
portation pour la revente en l'état, l'adresse re-
quete.service@mcepe.gov.dz pour les préoccu-
pations et recours liés à l'importation de ser-
vices, ainsi que l'adresse
requete.export@mcepe.gov.dz pour les préoc-
cupations et recours relatifs à l'exportation. Le
ministère a appelé l'ensemble des opérateurs

économiques à transmettre leurs recours et
préoccupations, accompagnés des documents
et renseignements nécessaires, via l'adresse
électronique dédiée à chaque catégorie, afin de

permettre aux services compétents de les exa-
miner, d'en assurer la prise en charge et d'y ré-
pondre dans les meilleurs délais.

R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 16 جويلية 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Juillet 2026

Prix du détail ¹		أسعارالتجزئة ²				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits		معدل	أعلى	أدنى	المنتجات	
		Moyenne	Maximum	Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	103	81	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	79	94	64	الطماطم	
	Oignon sec	77	85	68	البصل الجاف	
	Ail sec	645	745	544	الثوم الجاف	
	Carotte	92	103	80	الجزر	
	Navet	204	228	180	اللفت	
	Poivron	121	136	107	الفلفل الاخضر	
	Piment	136	154	118	الفلفل الحار	
	Courgette	86	101	71	الكوسة	
	Haricot vert	207	231	184	الفاصولياء الخضراء	
Fruits frais	Laitue	126	140	112	الخس	فواكه طازجة
	Pomme locale	522	657	388	التفاح المحلي	
	Datte	508	639	376	التمر	
	Banane	617	645	589	الموز	
	Melon	99	115	84	البطيخ الاصفر	
Produits d'origine animale	Pastèque	58	70	46	البطيخ الاحمر	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Viande bovine locale	2010	2153	1868	لحم البقر المحلي	
	Poulet de chair	330	343	316	الدجاج	
	Ceufs (Unité)	17	18	15	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	103	92	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	0,12	-8,63	8,09	10,14	2000	890 000,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1405,00	0,36	0,38	0,05	9,04	5,54	47500	66 737 500,00
BIOPHARM	BIO	2 510,00	NC	0,00	0,00	1,01	6,67	6,37	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	NC	0,00	1,16	3,31	-10,97	5,43	0	0,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-3,25	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	446,00	NC	0,00	0,15	7,35	4,22	4,71	0	0,00

PROJETS HYDRAULIQUES DE LA ZONE INDUSTRIELLE DE TOUMIAT (BÉCHAR)

Le ministre ordonne d’accélérer les travaux

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a insisté, dimanche à Béchar, sur la nécessité d'accélérer la réalisation des infrastructures hydrauliques destinées à accompagner les grands projets industriels de la région, en particulier le complexe de transformation et de valorisation du minerai de fer de Gara Djebilet.

Par Z.R.

A cet effet, le ministre a appelé les responsables du secteur à mobiliser tous les moyens nécessaires afin d'achever les installations dans les délais impartis et de garantir la disponibilité de l'eau au profit des projets structurants. Au deuxième jour de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya, le ministre s'est rendu à la zone industrielle de Toumiat, où il s'est enquis de l'état d'avancement du projet d'alimentation en eau potable et industrielle. Cette infrastructure est considérée comme un maillon essentiel de l'accompagnement des investissements économiques appelés à transformer la région en un important pôle industriel. Les explications présentées au ministre ont fait ressortir que le projet repose sur la mobilisation de plusieurs ressources hydriques. Il prévoit notamment le transfert des eaux épurées de la station

de traitement des eaux usées de Béchar vers la zone industrielle de Toumiat, sur une distance de 60 kilomètres, afin de couvrir les besoins en eau industrielle. Le dispositif comprend également l'exploitation de la nappe de Toumiat à travers la réalisation de dix forages, la construction d'un réservoir d'une capacité de 5.000 m³, le raccordement des forages aux infrastructures de stockage, leur électrification, ainsi que le renforcement de l'alimentation grâce au système de transfert des eaux de Guetrani. L'ensemble de ces installations doit permettre d'assurer un approvisionnement continu en eau de la future zone industrielle ainsi que de l'usine de transformation du minerai de fer de Gara Djebilet, l'un des projets industriels les plus importants du pays. À cette occasion, Lounès Bouzegza a donné des orientations claires aux responsables du secteur, les exhortant à accélérer le rythme des travaux et à mobiliser l'ensemble des moyens humains,

matériels et techniques afin de respecter les échéances fixées. Le ministre a souligné que la disponibilité de la ressource en eau constitue un facteur déterminant pour la réussite des grands investissements industriels et pour l'attractivité économique de la région. Auparavant, le ministre avait inspecté la station de pompage n° 3 de la commune de Beni Ounif, où il a suivi un exposé consacré au système de transfert des eaux potables à partir du champ captant de Guetrani. Il a relevé que la wilaya de Béchar a enregistré, ces dernières années, une amélioration sensible de sa situation hydrique grâce à la mise en service de plusieurs projets structurants. Il a notamment cité le système de transfert de Boussir, opérationnel depuis l'été 2022 avec une capacité de 30.000 m³ par jour, ainsi que celui de Guetrani, entré en exploitation en avril 2025 et doté d'une capacité de 80.000 m³ par jour. Ces réalisations ont permis de résorber le défi-

cit enregistré auparavant et de dégager un excédent de production d'eau, contribuant à l'amélioration du service public d'alimentation en eau potable dans la wilaya. Le ministre a également mis l'accent sur la nécessité de poursuivre la modernisation des ouvrages hydrauliques à travers la généralisation des systèmes de télégestion et de contrôle à distance. M. Bouzegza a affirmé que « la numérisation et la gestion intelligente représentent un pilier fondamental pour améliorer la performance des services publics, garantir l'exploitation optimale des infrastructures et élever la qualité du service public dans le domaine de l'assainissement ». Cette orientation vise notamment à renforcer le suivi en temps réel des équipements, à améliorer la maintenance des installations et à assurer une meilleure maîtrise des ressources mobilisées.

INCENDIES, CLIMAT ET SÉCURITÉ NATIONALE

Plaidoyer pour une nouvelle approche de prévention

Par Selma R.

Les incendies de forêt ne représentent plus seulement une menace environnementale ou une urgence relevant de la protection civile, ils constituent désormais un facteur de fragilisation économique susceptible d'affecter durablement l'agriculture, les ressources hydriques, les infrastructures et la sécurité alimentaire. Pour plusieurs spécialistes, la lutte contre les feux de forêt doit désormais être pensée comme un investissement stratégique plutôt que comme une simple réponse aux situations d'urgence. Invités de l'émission « Débat politique » de la « Chaîne III » de la radio nationale, le professeur Ali Daoudi, agroéconomiste et enseignant à l'Institut national agronomique (INA), le Dr Fatoum Lakhdari, chercheur agroécologiste, et le professeur Rachid Belhadj, président du Conseil scientifique de la Faculté de médecine d'Alger et direc-

teur des activités médicales et paramédicales du CHU Mustapha, estiment que l'Algérie dispose de solides capacités d'intervention, mais doit renforcer sa politique de prévention afin de réduire des pertes économiques de plus en plus importantes. Pour le professeur Ali Daoudi, les incendies qui frappent aujourd'hui le pays ont changé de dimension. « Nous faisons face à des mégafeux qui peuvent dépasser les 100 000 hectares. Avec le changement climatique, ces phénomènes deviennent plus fréquents et plus destructeurs », a-t-il expliqué. Sécheresses prolongées, vagues de chaleur et accumulation de biomasse dans les forêts créent des conditions favorables à leur propagation. Mais, selon lui, l'enjeu dépasse largement les superficies brûlées. « Nous avons tendance à mesurer uniquement les hectares brûlés. Or, le véritable coût des incendies est beaucoup plus important. Ils

détruisent un capital productif qui met parfois plusieurs années à être reconstitué », a-t-il souligné. Les pertes concernent les cultures céréalières, les oliveraies, les vergers ainsi que les exploitations d'élevage. Pour l'agroéconomiste, la destruction d'un verger ou d'une exploitation ne se traduit pas seulement par une récolte perdue, mais par plusieurs années d'investissements avant un retour à la normale. Les conséquences se prolongent également après les incendies, avec l'érosion des sols et l'envasement des barrages, notamment dans le nord-est du pays. Il plaide ainsi pour des outils scientifiques capables d'évaluer le coût réel des incendies, afin d'orienter davantage les investissements publics vers la prévention. Cette vision est partagée par le Dr Fatoum Lakhdari. Si elle salue l'efficacité de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire et des différents services de l'État lors des inter-

ventions, elle estime que le principal défi réside dans l'anticipation. « Nous intervenons efficacement lorsque la catastrophe se produit, mais nous devons agir davantage avant qu'elle ne survienne », a-t-elle affirmé. Elle recommande une gestion durable des territoires reposant sur l'entretien de la biomasse forestière, la création de pare-feux, le développement de pépinières adaptées aux différents écosystèmes et une politique de reboisement ciblée. Elle insiste également sur la nécessité de développer une véritable culture du risque et de mieux répartir la population sur le territoire afin de réduire les vulnérabilités. Le professeur Rachid Belhadj rappelle, pour sa part, que les incendies génèrent également un coût sanitaire important. Les canicules aggravent de nombreuses maladies chroniques et entraînent une hausse des hospitalisations. « Les incendies produisent également des blessés indirects. Les

personnes âgées, les nourrissons et les patients souffrant de maladies chroniques sont particulièrement vulnérables lors des épisodes de chaleur extrême », a-t-il expliqué. Il souligne que le renforcement des structures spécialisées pour les grands brûlés et le développement de la médecine de catastrophe constituent des investissements indispensables pour améliorer la réponse sanitaire. Pour les trois spécialistes, la multiplication des mégafeux impose une nouvelle approche des politiques publiques. Les dépenses consacrées à la prévention doivent être considérées comme des investissements destinés à protéger le capital productif, les ressources stratégiques en eau et la sécurité alimentaire. Ils appellent ainsi à une stratégie nationale intégrée fondée sur l'anticipation, la recherche scientifique, l'aménagement du territoire et l'évaluation économique systématique des incendies.

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE DE L'EST ET EXTENSION DU PORT D'ANNABA

Les travaux progressent à un rythme soutenu

Les projets structurants inscrits dans le cadre du développement des infrastructures de transport connaissent une accélération notable. Le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base a fait état d'une avancée significative des travaux de la ligne ferroviaire minière de l'Est reliant Annaba à Tébessa, ainsi que du projet d'extension du port phosphatier d'Annaba, deux infrastructures appelées à renforcer la chaîne logistique des grands projets miniers du pays, notamment celui de l'exploitation et de la transformation du phosphate. Cette dynamique s'inscrit dans le cadre des instructions du ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, qui a appelé à accélérer la cadence des travaux afin d'assurer la livrai-

son de ces projets stratégiques dans les délais fixés. Selon le ministère, les travaux de réalisation de la ligne ferroviaire minière de l'Est progressent de manière soutenue sur les différents tronçons, grâce à une forte mobilisation des moyens humains et matériels, de jour comme de nuit. Sur le tronçon Annaba-Bouchegouf (54 km), les travaux de revêtement définitif du tunnel n°3 affichent un état d'avancement appréciable, tandis que les aménagements intérieurs et extérieurs se poursuivent, notamment au niveau de la gare de Chihani. Les travaux du passage supérieur et de ses accès routiers à la gare d'El Hadjar sont, quant à eux, achevés. Au niveau du tronçon Bouchegouf-Dréa (121 km), la plupart des grands ponts ferro-

viaires ont atteint un stade très avancé de réalisation. Les opérations de creusement et d'aménagement des tunnels se poursuivent également, notamment au niveau du tunnel n°9, considéré comme l'un des ouvrages techniques les plus complexes du projet. Sur le tronçon Dréa-Oued El Kebrit (30 km), les équipes poursuivent les travaux de nuit sur le contournement ferroviaire de M'daourouch, parallèlement à la pose du ballast, dernière étape avant l'achèvement de cette section. Concernant le contournement de Tébessa-Tenoukla (43 km), les travaux avancent à un rythme soutenu, avec la pose des poutres des deux principaux ponts situés aux points kilométriques 25 et 26, ainsi que la préparation de la plateforme destinée à recevoir la voie ferrée. Parallèlement au chantier ferroviaire, le mi-

nistère fait état d'une accélération des travaux d'extension du port phosphatier d'Annaba, infrastructure appelée à jouer un rôle central dans la chaîne logistique des exportations minières. Les travaux concernent notamment le dragage, le remblaiement de la plateforme au moyen de sable marin, le soudage et le battage des pieux, le ferrailage et le coulage des poutres principales du quai ainsi que des têtes de pieux. Les équipes procèdent également à la fabrication des blocs de béton préfabriqués nécessaires aux ouvrages portuaires. Le ministère souligne que ces opérations sont menées grâce à une mobilisation renforcée des moyens humains et matériels afin de garantir le respect des délais de réalisation.

Synthèse R.E.

BOUIRA
Reprise de
l'alimentation en eau
potable à partir du
barrage de Tilesdit

L'alimentation en eau potable (AEP) a repris dans toutes les communes de l'est de la wilaya de Bouira, ainsi que celles des wilayas de M'sila et de Bordj Bou Arréridj, après la réparation de la panne survenue à la station de pompage n 1 du barrage Tilesdit à Bechloul, à-on informé samedi auprès de la direction de l'Hydraulique.

"L'alimentation en eau potable a repris complètement dans toutes les communes depuis vendredi après-midi grâce aux gros efforts déployés sur le terrain par les différents services pour réparer la panne survenue suite à la cassure de la conduite à la station de pompage n 1", a expliqué le directeur de l'Hydraulique, Mohamed Bouali dans une déclaration à l'APS.

Pour rappel, une panne est survenue mercredi sur une conduite de 1000 mm à la station de pompage (SP1) du barrage Tilesdit qui alimente 29 communes des wilayas de Bouira, M'sila et Bordj Bou Arréridj.

Cette panne a engendré une rupture de l'alimentation en eau potable dans 21 communes des trois wilayas. Des travaux de réparation ont immédiatement été engagés avec l'implication de plusieurs services, dont l'office national d'Assainissement (ONA), l'Algérienne des Eaux (ADE), la société publique Foremyd, ainsi que la protection civile entre autres.

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, s'était déplacé sur les lieux le soir même de la panne pour s'enquérir de la situation et superviser les travaux de réparation rappelle-t-on.

APS

SIDI BEL-ABBES
Plusieurs projets en
cours de réalisation
dans les secteurs des
Travaux publics, de la
Jeunesse et des Sports

Plusieurs projets de développement pertinents des secteurs des Travaux publics ainsi que de la Jeunesse et des Sports sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya de Sidi Bel-Abbes, à-on appris samedi auprès des services de la wilaya.

Selon la cellule d'information et de communication de la wilaya, ces opérations concernent notamment le projet de dédoublement de la Route nationale (RN 13), destiné à améliorer la fluidité de la circulation routière et à accompagner la dynamique économique de la région. Elles portent également sur d'importants travaux d'aménagement, de réhabilitation et de modernisation de plusieurs infrastructures sportives, à l'image du complexe sportif "24-Février", de la salle omnisports, de la piscine semi-olympique ainsi que du stade "Frères Amarouche", qui doit accueillir les rencontres de l'USM Bel-Abbes, qui évolue dans le championnat inter-régions.

Dans ce cadre, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a effectué jeudi une visite d'inspection sur plusieurs chantiers afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux.

R E.

BÉNI ABBÈS
Vers une sécurisation
définitive de l'AEP grâce à
des projets structurants

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a affirmé samedi à Béni Abbès que les projets de transfert d'eau depuis la région d'El Zghamra vers le chef-lieu de la wilaya, ainsi que le renforcement de son alimentation en eau potable à partir du champ de captage de la commune de Tamtert, constituent des investissements stratégiques destinés à consolider la sécurité hydrique de la wilaya et à garantir, de manière durable, l'approvisionnement en eau potable.

Lors de l'inspection du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Béni Abbès à partir du champ de captage de Tamtert, dont les infrastructures s'étendent sur un linéaire de 30 km, le ministre a souligné que cette opération s'inscrivait dans le cadre des efforts visant à améliorer le service public de l'eau, à renforcer les capacités de stockage et de transfert et à assurer une couverture durable des besoins de la population. Il a également insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, de respecter les délais contractuels et de garantir la qualité des ouvrages réalisés.

Le projet comprend deux volets principaux. Le premier prévoit la réalisation d'une conduite de transfert de 15 km, accompagnée d'une station de pompage et d'un réservoir d'une capacité de 2.000 m³. Le second consiste en une autre conduite de 15 km, équipée d'une station de pompage et d'un réservoir de 5.000 m³.

A cette occasion, le ministre a pris connaissance d'un exposé technique sur l'état d'avancement des travaux et les différentes composantes du projet. Il a mis l'accent sur l'importance de sa mise en

service dans les meilleurs délais, compte tenu de son rôle essentiel dans la sécurisation de l'approvisionnement en eau potable de la ville de Béni Abbès.

Selon le ministre, ce projet, combiné au transfert des eaux potables depuis la région d'El Zghamra, formera un dispositif intégré qui permettra, une fois achevé, d'assurer définitivement l'alimentation en eau potable de la wilaya, de répondre aux attentes des habitants et de soutenir le développement local.

Au cours de sa visite, M. Bouzegza s'est également rendu à la station d'épuration des eaux usées de Béni Abbès, dotée d'une capacité de traitement de 2.000 m³ par jour. Il s'est informé des différentes étapes du traitement des eaux usées et de leur contribution à l'amélioration du service d'assainissement. Il a insisté sur la nécessité d'assurer une exploitation optimale de cette infrastructure, de préserver la disponibilité de ses équipements grâce à une maintenance régulière et de valoriser les eaux traitées par leur réutilisation dans les usages autorisés, conformément à la politique nationale de gestion rationnelle des ressources en eau.

La visite ministérielle a également porté

sur le chantier de réalisation et d'équipement du siège de la Direction de l'hydraulique de la wilaya de Béni Abbès, un projet destiné à renforcer les infrastructures administratives du secteur et à améliorer les conditions de travail, afin d'assurer un meilleur suivi et une gestion plus efficace des projets hydrauliques.

Le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya par l'inspection du projet de transfert d'eau potable depuis la région d'El Zghamra vers Béni Abbès. A cette occasion, il a rappelé l'importance du projet de transferts hydrauliques Sud-sud, considéré comme l'un des principaux projets stratégiques visant à renforcer la sécurité hydrique dans les régions du Sud du pays.

S'étendant sur près de 1.300 kilomètres, de Béchar à Tindouf en passant par Béni Abbès, ce vaste projet permettra de renforcer l'interconnexion hydraulique entre les wilayas du Sud, de mobiliser des ressources en eau supplémentaires pour accompagner l'essor urbain et économique de la région et de garantir un approvisionnement durable en eau potable, a souligné le ministre.

APS

DJELFA
Réception prochaine du projet d'un hôpital de 60 lits à Had Sahary

La commune de Had Sahary (nord de Djelfa), sera prochainement dotée d'un hôpital de 60 lits, à-on avisé, samedi, auprès de la Direction de la santé de la wilaya.

La même source a précisé que ce projet, qui connaît un rythme de soutenu notamment après la fin des gros œuvres liées aux constructions et la réalisation des

aménagements architecturaux intérieurs et extérieurs, entrera bientôt dans la phase d'équipement en matériel de qualité, afin de le mettre prochainement en service.

Cette infrastructure sanitaire, réalisée dans le cadre du programme de développement complémentaire pour une enveloppe de 750 millions de DA, comprendra plu-

sieurs services médicaux spécialisés, des salles de soins, un service de chirurgie générale ainsi qu'un service de gynécologie-obstétrique. Elle permettra ainsi de réduire les déplacements des habitants vers des hôpitaux éloignés.

Afin d'assurer le bon déroulement du projet conformément au calendrier prévu, les autorités locales

ont effectué, au cours de cette semaine, une visite d'inspection pour évaluer la qualité des travaux et le respect des délais contractuels de réalisation. Ce projet constitue une priorité en matière de développement pour la région, selon la même source.

APS

OUARGLA
De nouvelles structures en prévision de la prochaine saison scolaire

Une série de nouvelles structures pédagogiques, trois paliers scolaires, sont en cours de réalisation et d'autres en réhabilitation dans la wilaya de Ouargla en prévision de la prochaine saison scolaire 2026/2027, ont indiqué les services de la wilaya.

Retenus au titre des efforts fournis pour l'amélioration des conditions de scolarisation, ces projets cohérents en la réalisation en cours, au niveau du nouveau pôle urbain de 2.400 lots de Bemendil, périphérie de Ouargla, de deux établissements pédagogiques, dont deux CEM, bases 6 et 7, et d'un nouveau lycée d'une capacité d'accueil de 1.000 places pédagogiques, dont les grands travaux sont à des taux d'avancement appréciables.

A ces opérations viennent s'ajouter la concrétisation en cours d'un groupe scolaire, catégorie-3 à la cité En-Nasr, commune de Ouargla, d'une cantine scolaire à l'école Medakane Taleb- Brahim, au quartier de Bouâamer, accompagnée d'une opération de réhabilitation de cet établissement.

Les mêmes services de la wilaya ont fait état de la poursuite, en prévision de la prochaine saison scolaire, des travaux de réhabilitation du CEM Abi-Yakoub Youssef El-Ouardjelani de la commune de Rouissat, dont notamment l'aménagement de la cour et d'autres structures d'accompagnement à la satisfaction des scolarisés.

Le wali de Ouargla, Abdelghani Filali, a,

lors de sa sortie d'inspection des projets en cours, invité les entreprises réalisatrices d'œuvrer au respect des normes de la qualité et des délais de réalisation, notamment pour les chantiers des établissements scolaires à livrer en prévision de la prochaine rentrée scolaire.

Le chef de l'exécutif de la wilaya a, pour ca faire, insisté sur l'important renfort des chantiers et la mobilisation des moyens nécessaires pour réceptionner les opérations dans les délais impartis et contribuer, par conséquent, à la consolidation des établissements pédagogiques et à l'amélioration des conditions de scolarisation à travers les différentes régions de la wilaya.

Agence

Le pari de Trump sur les stablecoins met le système financier en danger

1^{ère} partie

L'engouement du gouvernement américain pour les cryptomonnaies dites « stablecoins » ne se limite pas à la corruption à la Trump ou au lobbying industriel. Il s'agit d'une tentative visant à réduire les coûts des emprunts fédéraux, une initiative qui pourrait, à long terme, compromettre la stabilité du système financier.

Par David Martin (*)

Une nouvelle forme de cryptomonnaie, appelée « stablecoins », a fait une entrée fracassante sur la scène financière mondiale. Créé il y a à peine un peu plus de dix ans, ce secteur devrait connaître une croissance telle qu'il sera en passe de rivaliser avec certains des plus grands acteurs de la finance. Les analystes estiment que son volume atteindra 1 600 milliards de dollars d'ici 2030, ce qui lui conférerait une valeur à peu près équivalente à celle de l'ensemble des actifs actuellement détenus par Citibank. Pour expliquer l'ascension fulgurante des stablecoins, la plupart des analystes ont mis en avant les pratiques auto favorables de l'administration Trump. Le président Donald Trump utilise souvent sa fonction présidentielle à des fins personnelles, et les cryptomonnaies ne font pas exception. En mai 2025, la famille Trump a lancé un stablecoin (USD1) par l'intermédiaire de sa société de cryptomonnaies, World Liberty Financial. À peine deux mois plus tard, le Congrès a adopté la loi GENIUS (Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins), qui établit un cadre réglementaire pour les stablecoins et a déclenché un afflux massif d'investissements dans ce secteur. Après l'adoption de cette loi, l'USD1 a vu sa capitalisation boursière atteindre près de 3 milliards de dollars en quelques mois, rapportant ainsi 412 millions de dollars à la famille Trump.

La corruption de l'administration Trump est un facteur important pour expliquer le soutien du gouvernement au secteur des stablecoins. Pourtant, en tant que prisme d'analyse, elle a ses limites. Comment, par exemple, expliquer le fait que la loi GENIUS ait été adoptée par les deux chambres du Congrès avec un soutien bipartisan suffisant pour passer outre un veto ? Quelque chose dans cette loi poussait de nombreux Démocrates (y compris certains des détracteurs les plus virulents du président Trump, comme les sénateurs Adam Schiff, Cory Booker et Kirsten Gillibrand) à voter en faveur de celle-ci. Et bien que les intérêts des entreprises parviennent souvent à s'imposer dans la politique américaine, le secteur privé était loin d'être unanime. Les banques commerciales se sont opposées à des dispositions clés du projet de loi et ont exercé des pressions pour s'assurer que le secteur des stablecoins ne devienne pas un concurrent de poids.

La croissance rapide du secteur des stablecoins repose sur un autre facteur souvent négligé dans les analyses actuelles : le gouvernement fédéral a besoin de se financer à faible coût pour couvrir ses dépenses. Grâce à la loi GENIUS, il a mis en place une nouvelle mesure incitative légale visant à encourager les institutions financières à lui accorder des prêts. Dans les faits, on constate que le besoin du gouvernement de se financer à bas



coût a souvent joué un rôle de catalyseur dans la transformation du système bancaire américain, semant ainsi les germes de crises financières ultérieures. Alors que, par le passé, les mesures destinées à encourager l'octroi de prêts à bas coût au gouvernement étaient souvent prises en dernier recours en temps de guerre, aucune justification comparable n'existait lors de l'adoption de la loi GENIUS. En l'occurrence, la guerre contre l'Iran a rendu le besoin d'emprunts à faible coût encore plus pressant, même si la motivation initiale était une manœuvre risquée visant à financer des baisses d'impôts pour les plus riches. La corruption au sein de l'administration Trump est un facteur important qui explique le soutien apporté par le gouvernement au secteur des stablecoins. Toutefois, en tant qu'angle d'analyse, elle a ses limites.

Si nous voulons un système financier stable qui serve l'intérêt général plutôt que ceux de politiciens corrompus et des ultra-riches, deux réformes majeures s'imposent. Premièrement, pour inverser la financiarisation de l'économie américaine observée au cours des soixante dernières années, il nous faut veiller à ce que la création monétaire soit assurée exclusivement par des banques réglementées. Dans le cadre de cette réforme, la Réserve fédérale, le Trésor et le Congrès doivent s'engager à réglementer les nouveaux acteurs financiers qui ressemblent à des banques mais n'en sont pas (comme les stablecoins), même si cela implique des coûts

d'emprunt plus élevés pour l'État. Et deuxièmement, pour garantir que les régulateurs fassent leur travail, il nous faut éliminer toute incitation à fermer les yeux : le déficit fédéral doit être maîtrisé.

Comprendre les stablecoins

À la différence des cryptomonnaies plus volatiles comme le Bitcoin, les stablecoins sont, comme leur nom l'indique, conçus pour être stables, la plupart sont « indexés » sur le dollar américain. Certes, la terminologie peut prêter à confusion, mais leur fonctionnement s'apparente beaucoup à celui des banques. Comme dans le cas de ces dernières, les particuliers déposent leurs dollars auprès d'un émetteur de stablecoins et reçoivent en échange un équivalent en espèces, dans ce cas, un « stablecoin » plutôt qu'un acompte. Depuis l'adoption de la loi GENIUS, les émetteurs de stablecoins sont légalement tenus de détenir certains actifs publics, tels que des titres du Trésor, en garantie de leurs émissions de stablecoins. L'un des objectifs de cette loi était de rendre les émetteurs de stablecoins plus sûrs en réglementant les actifs qu'ils étaient autorisés à détenir, à l'instar de ce que le gouvernement a souvent fait vis à vis des banques tout au long de l'histoire des États-Unis.

Si l'obligation faite aux émetteurs de stablecoins d'investir dans des actifs publics a renforcé la stabilité de cette monnaie, elle a également permis d'atteindre un au-

tre objectif tout aussi important pour les autorités fédérales. Grâce à cette modification législative, le gouvernement fédéral a mis en place une incitation juridique pour que les institutions financières lui accordent des prêts, ce qui a permis de faire baisser le coût des emprunts par l'État. Avec un déficit budgétaire avoisinant les 1 800 milliards de dollars et les politiques tarifaires de Trump ayant semé le chaos sur le marché obligataire l'année dernière, il n'était pas surprenant que l'administration se soit prononcée fermement en faveur du GENIUS Act. Elle a reconnu le lien entre la croissance des stablecoins et le marché des bons du Trésor, qualifiant le GENIUS Act de moyen de « renforcer la suprématie du dollar » (autrement dit : accroître la liquidité du marché des bons du Trésor et alléger les coûts de financement).

Plus généralement, l'appétit vorace du gouvernement fédéral pour des emprunts à faible coût peut permettre d'expliquer pourquoi le projet de loi a été adopté à une écrasante majorité, avec le soutien des deux partis tant à la Chambre des Représentants qu'au Sénat. La sénatrice Démocrate Kirsten Gillibrand, co-auteurice du GENIUS Act, a salué ce projet de loi qui garantit la « suprématie du dollar », reprenant ainsi les propres termes de l'administration.

Parallèles historiques

Ce phénomène précis, qui consiste à privilégier de nouveaux acteurs financiers parce qu'ils permettent de réduire le coût des emprunts de l'État en période d'incertitude budgétaire, est loin d'être nouveau dans l'histoire des États-Unis.

En 1863, pendant la guerre de Sécession, le financement des dépenses publiques était une question de vie ou de mort pour l'Union. À court d'argent et de plus en plus irritée des effets inflationnistes liés à l'impression de monnaie fiduciaire (« greenbacks ») pour financer la guerre, l'Union cherchait désespérément un moyen d'inciter davantage de particuliers ou d'entreprises à prêter de l'argent au gouvernement fédéral. Le système bancaire en place (souvent appelé « système de libre banque » (1837-1863), caractérisé par un patchwork de réglementations étagées et l'absence de monnaie nationale, ne constituait pas une source d'emprunt efficace pour le gouvernement fédéral. En effet, les États n'exigeaient pas toujours des banques qu'elles détiennent de la dette fédérale dans leur bilan.

Le besoin du gouvernement de se financer à bas coût a souvent joué un rôle de catalyseur dans la transformation du système bancaire américain, semant ainsi les germes de crises financières futures.

(A suivre)

(*) Titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'université Rutgers et occupe le poste de chercheur associé au Eagleton Center for Public Interest Polling.

Source : Jacobin, publié le 11-06-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

QATAR FINANCIAL CENTRE

Signature d'un accord avec la Chambre de commerce et d'industrie France-Qatar

Le Qatar Financial Centre (QFC) a signé un protocole d'accord avec la Chambre de commerce et d'industrie France-Qatar afin d'élargir les partenariats commerciaux et d'investissement, de consolider les relations économiques entre le Qatar et la France, de soutenir la croissance des investissements et de mettre en valeur les opportunités offertes par le Centre. Ce protocole d'accord constitue un cadre de coopération visant à renforcer les liens entre les communautés d'affaires qatarienne et française et à consolider la position du Qatar et de la plateforme du QFC en tant que destination privilégiée pour les entreprises françaises, les entrepreneurs et les investisseurs souhaitant établir ou développer leurs activités dans la région. En vertu de l'accord, les deux parties s'engagent à coopérer à l'organisation d'événements conjoints, de forums économiques, de tables rondes et d'échanges de délégations officielles au Qatar et en France, ainsi qu'à travers des plateformes numériques. Elles coordonneront également des initiatives de partage de connaissances et d'informations et assureront la promotion réciproque de leurs activités à travers leurs réseaux et canaux de communication respectifs. À cette occasion, M. Mansoor Rashid Al-Khater, directeur général du Qatar Financial Centre, a déclaré : « La France est l'un des principaux partenaires économiques de l'État du Qatar. Ce partenariat s'inscrit dans notre engagement commun à élargir et à renforcer les relations commerciales entre les deux pays. » Il a ajouté : « Grâce à cette collaboration avec la Chambre de commerce et d'industrie France-Qatar, nous offrirons aux entreprises françaises un cadre d'accompagnement clair et intégré pour découvrir la plateforme du QFC et les avantages qu'elle propose, leur permettant ainsi de saisir les opportunités d'investissement prometteuses offertes par le marché qatari. »

Agence

LIBYE

Tripoli lance «New Energy Tech» pour faire de l'IA un levier de relance de l'industrie pétrolière

Tripoli le lancement de l'initiative nationale « New Energy Tech », un programme officiellement dédié à l'intégration de l'intelligence artificielle et de la robotique dans le secteur énergétique pour moderniser les opérations et soutenir l'innovation locale. Selon le ministère, cette initiative vise à améliorer la performance et l'efficacité des activités pétrolières et gazières tout en stimulant une innovation durable dans un pays qui reste fortement dépendant de ses réserves d'hydrocarbures. Le programme est présenté comme un levier pour reconnecter une industrie fragilisée par les conflits avec les technologies de pointe numériques.

Synthèse R I.

Le ministère du Pétrole et du Gaz positionne « New Energy Tech » comme un outil central de reconstruction de l'industrie pétrolière libyenne, en combinant optimisation opérationnelle, montée en compétences locales et attraction de partenariats technologiques avec les grandes compagnies déjà présentes autour de la National Oil Corporation (NOC). La démarche intervient quelques jours seulement après la signature par la NOC d'accords de partage de production avec plusieurs majors internationales, qui s'inscrivent dans une stratégie de relance de l'exploration et d'augmentation de la capacité de production de brut. Ensemble, ces signaux indiquent que l'IA est en train d'être intégrée comme un axe structurant de la nouvelle trajectoire industrielle du secteur. Selon le ministère, « New Energy Tech » doit relier les défis opérationnels concrets des compagnies pétrolières et gazières à un écosystème d'innovateurs libyens, en organisant des appels à solutions, des prototypes et des déploiements pilotes directement dans les champs et installations. L'initiative cible explicitement les ingénieurs de terrain, développeurs logiciels, spécialistes de l'IA, chercheurs universitaires, étudiants, start-up et équipes de robotique, avec la promesse de débouchés industriels, d'un accompagnement médiatique et de récompenses financières pour les projets retenus. L'objectif affiché est de faire émerger de nouveaux acteurs technologiques nationaux capa-

bles de fournir des briques d'IA adaptées aux contraintes des opérateurs libyens.

Une stratégie qui s'appuie déjà sur des cas d'usage

La NOC a déjà commencé à tester l'IA en production : sa filiale Sirte Oil Company a engagé au printemps l'utilisation de technologies d'intelligence artificielle fournies par SLB (Schlumberger) pour optimiser ses opérations de forage horizontal sur certains champs, dans le cadre d'une stratégie plus large d'amélioration des rendements et de réduction des interventions humaines à risque. La NOC a présenté ces premiers projets comme une étape marquante pour le secteur énergétique libyen, estimant qu'ils renforcent la position du pays comme référence émergente en matière d'utilisation de l'IA dans l'exploration et le forage. « New Energy Tech » apparaît comme la tentative de passer de pilotes dispersés à un cadre national plus structuré. Ce mouvement est conforté par le dialogue engagé entre la NOC et Schlumberger autour du développement de champs marginaux, de la formation de professionnels libyens et du transfert de technologies avancées vers l'industrie locale. Les documents de la NOC insistent sur le fait que la montée en compétences internes et l'adoption d'outils numériques avancés constituent des prérequis pour exploiter pleinement le potentiel des nouveaux blocs d'exploration attribués lors des récents appels d'offres. L'initiative d'IA du ministère fournit un cadre politique cohérent à ces expérimentations techniques. Le président de la NOC, Massoud Suleman,

rappelle que les accords de partage de production signés mi-juin avec des compagnies internationales s'inscrivent dans une stratégie visant à relever la capacité de production de brut de la Libye au-delà de son niveau actuel, en capitalisant sur le premier tour de licences en près de deux décennies.

Une industrie en relance qui cherche ses gains de productivité

Le cycle d'attribution de blocs lancé depuis 2025 prévoit l'ouverture de nouveaux périmètres onshore et offshore, assortis d'un objectif de plusieurs dizaines de nouveaux puits forés chaque année afin de relancer durablement la production. Dans ce contexte, l'automatisation des opérations, la maintenance prédictive et l'optimisation des schémas de forage via l'IA deviennent des leviers critiques pour tenir les objectifs sans exploser les coûts. Les dernières analyses des instances internationales soulignent toutefois que le secteur pétrolier libyen reste exposé à des risques structurels liés à la gouvernance, aux réseaux de rente et à la vulnérabilité des infrastructures, ce qui limite la pleine valorisation des investissements en cours. Les observateurs rappellent que l'économie du pays demeure quasi entièrement dépendante des revenus hydrocarbures. Cela accentue la pression pour stabiliser la production et sécuriser les chaînes de valeur. Dans ce cadre, l'IA n'est pas présentée comme une solution miracle mais comme un catalyseur pour réduire les pannes, mieux cibler les investissements et sécuriser les recettes futures.

ATTIRANT 15 MILLIARDS DE DOLLARS DE CAPITALS PAR AN L'Égypte est la première destination africaine des investissements directs étrangers

L'Égypte s'est positionnée en tête des investissements directs étrangers sur le continent africain en 2025, portée principalement par des projets dans l'énergie, l'immobilier et la transition verte. En 2025, l'Égypte a été la première destination africaine des investissements directs étrangers, attirant 15 milliards de dollars de capitaux, selon le rapport sur l'investissement mondial 2026 de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Le pays demeure un hub majeur grâce à de grands projets dans l'énergie, l'immobilier et la transition verte, notamment le mégaprojet de développement touristique et urbain de la péninsule de Ras El-Hekma, porté par Abu Dhabi Developmental Holding Company. Au niveau sous-régional, les performances de l'Égypte ont permis à l'Afrique du Nord de conserver sa place de première sous-région bénéficiaire d'IDE, malgré un recul global des flux de 56 %. Sans compter le mégaprojet de 2024, le rapport indique que les investissements étrangers en Égypte ont augmenté d'envi-

ron un quart en 2025, grâce notamment au projet Alam El-Roum de 3,5 milliards de dollars. Le gouvernement égyptien a mis en place une série d'initiatives pour attirer les investissements étrangers, allant des incitations fiscales aux zones franches, en passant par des mégaprojets comme Ras El-Hekma. Parmi ses initiatives, l'Égypte encourage activement les entreprises internationales à investir dans la Zone économique du canal de Suez (SCZone), en mettant en avant l'accès à un vaste marché régional et des coûts de main-d'œuvre compétitifs. Par ailleurs, la SCZone propose des infrastructures, une réglementation simplifiée et des incitations fiscales afin d'attirer les investissements étrangers dans des secteurs tels que la logistique, la fabrication, l'énergie et la technologie.

Une baisse des IDE au niveau continental

Ce résultat intervient alors que le continent africain a enregistré une baisse des IDE, passant de 94 milliards de dollars en 2024 à

70 milliards en 2025, tout en demeurant historiquement élevés. Malgré cette baisse, le rapport indique que les flux d'IDE vers le continent sont restés environ un tiers supérieurs à la moyenne observée entre 2010 et 2024, atteignant leur troisième niveau le plus élevé depuis 1990. « Si l'on exclut les pics exceptionnels liés aux importantes opérations ponctuelles réalisées en Afrique du Sud en 2021 et en Égypte en 2024, les résultats de 2025 représentent la meilleure performance enregistrée depuis plusieurs décennies », détaille le rapport. Concernant la répartition des flux par sous-région, les IDE en Afrique du Nord ont diminué après le niveau record atteint en 2024, porté principalement par l'Égypte et le Maroc. En revanche, en Afrique de l'Ouest, en Afrique australe et en Afrique de l'Est, plusieurs pays ont enregistré une hausse des investissements, respectivement à 20 milliards \$, 10 milliards \$ et 15 milliards \$.

Agence

BURKINA FASO

L’Etat autorise à nouveau l’exportation de farines de céréales

Au Burkina Faso, les céréales locales comme le maïs occupent une place centrale dans l’alimentation des populations et la sécurité alimentaire. Le gouvernement doit ainsi arbitrer entre la protection du marché intérieur et la valorisation des opportunités offertes par les débouchés extérieurs.

Le gouvernement burkinabè a annoncé, le 21 juillet, la levée de la suspension de l’exportation de la farine de céréales (mil, maïs et sorgho) sur l’ensemble du territoire national. La mesure met fin à une interdiction instaurée le 23 février 2022 afin de préserver les disponibilités alimentaires sur le marché intérieur dans un contexte de tensions sur les approvisionnements. Selon un communiqué publié par le ministère de l’Industrie, du Commerce et de l’Artisanat, cette décision vise à « favoriser l’écoulement des stocks de produits dérivés des céréales des unités nationales de transformation ». Les opérateurs économiques pourront ainsi reprendre les exportations de farine vers les marchés extérieurs après plus de 4 années de suspension. Toutefois, ces opérations restent encadrées par l’obtention préalable d’une Autorisation spéciale d’exportation (ASE),

permettant aux autorités de maintenir un contrôle sur les volumes sortants.

Une production céréalière en nette progression

Cette réouverture des exportations intervient dans un contexte de renforcement de l’offre céréalière au Burkina Faso au cours des cinq dernières campagnes agricoles. La production céréalière nationale est en effet passée de 4,66 millions de tonnes en 2021/2022 à 7,14 millions de tonnes en 2025/2026, soit une progression d’environ 53 % sur la période. Les données de l’Institut national de la statistique et de la démographie (INSD) montrent toutefois une évolution contrastée. Après avoir stagné autour de 5,1 millions de tonnes entre les campagnes 2022/2023 et 2023/2024, la production a rebondi à environ 6 millions de tonnes en 2024/2025 avant

d’atteindre un niveau record lors de la campagne 2025/2026. Dans le détail, le maïs domine les productions céréalières nationales, avec près de 38 % des volumes récoltés, devant le sorgho (34 %), le riz paddy (14 %) et le mil. Si le gouvernement n’établit pas de lien direct entre cette progression de la production céréalière et la levée de la suspension des exportations de farines, l’ouverture de nouveaux débouchés pour les produits transformés peut à terme renforcer la demande adressée aux producteurs locaux, en soutenant le développement de la transformation céréalière. Au Burkina Faso, les superficies consacrées aux cultures céréalières ont atteint en moyenne 4,2 millions d’hectares par an entre les campagnes 2019/2020 et 2023/2024, selon les données de l’INSD.

Agence

NIGERIA

Un nouveau cadre réglementaire ouvre le marché du surplus solaire

Face aux insuffisances persistantes du réseau électrique, les entreprises et les institutions nigérianes multiplient les installations solaires pour sécuriser leur approvisionnement. Un nouveau cadre vise désormais à améliorer la rentabilité de ces équipements. Les utilisateurs de systèmes solaires raccordés au réseau au Nigeria pourront désormais

obtenir des crédits en échange de l’électricité excédentaire qu’ils y injectent. Cette mesure découle d’un nouveau mécanisme adopté par la Commission nigériane de régulation de l’électricité (NERC), selon un communiqué de la GIZ Nigeria intitulé « Règlement sur la facturation nette 2026 », ce mécanisme concerne les installations photovoltaïques d’une capacité

comprise entre 50 kW et 1,5 MW. Il vise notamment les entreprises industrielles, les organisations commerciales et les organismes publics dont la production dépasse ponctuellement les besoins, en particulier durant les week-ends, les jours fériés ou les périodes de faible activité. Les clients éligibles pourront injecter cette électricité dans le

réseau de leur société de distribution. La valeur de l’énergie exportée, calculée selon un tarif approuvé par la NERC, sera ensuite déduite de leur facture. La participation reste soumise à une évaluation technique de l’installation et de la capacité du réseau local à recevoir le surplus.

Agence

AFRIQUE

La demande d’électricité devrait augmenter de 10 % d’ici 2027

La consommation électrique s’accélère sur le continent, plus rapidement qu’à l’échelle mondiale. Malgré cette évolution, l’Afrique conservera un poids limité dans la demande globale. La demande nette d’électricité en Afrique devrait passer de 799 TWh en 2025 à 880 TWh en 2027, soit une hausse de 10,1 %. C’est ce qui ressort du rapport Electricity Mid-Year Update 2026, publié le jeudi 23 juillet par l’Agence internationale de l’énergie (AIE). Selon le document, cette demande devrait progresser de 5,5 % en 2026 pour atteindre 843 TWh, avant d’augmenter encore de 4,4 % en 2027. Dans le même temps, la consommation mondiale passerait de 28 600 TWh en 2025 à 30 700 TWh en 2027 (+7,3 %). Malgré une croissance plus soutenue que la moyenne mondiale, la part de l’Afrique dans le

total mondial ne progresserait que marginalement, de 2,8 % à environ 2,9 %.

Évolution de la demande nette d’électricité

L’étude de l’AIE met en évidence une hausse générale de la consommation électrique. L’industrie, les équipements électriques, la climatisation, les centres de données et l’électrification des usages figurent parmi les principaux moteurs identifiés par l’institution, qui évoque « l’aube de l’ère de l’électricité ».

Un potentiel renouvelable à concrétiser

À l’échelle mondiale, les renouvelables devraient dépasser le charbon dès 2026 et devenir la première source de production électrique. Leur part dans le mix progresserait

de 33 % en 2025 à 37 % en 2027. Le solaire photovoltaïque en sera le principal moteur, avec une production attendue en hausse de 23 % cette année, soit 610 TWh supplémentaires. Il devrait ainsi dépasser l’éolien et devenir la deuxième source renouvelable derrière l’hydroélectricité. Le rapport ne précise toutefois pas quelles sources d’énergie répondront à la hausse de la demande en Afrique. Il anticipe néanmoins une progression de la production d’électricité à partir du gaz en 2026. Les énergies renouvelables, qui tirent désormais la croissance de la production mondiale et dont le continent dispose d’un important potentiel, notamment solaire, pourraient également y contribuer. À ce stade, l’AIE ne conclut toutefois pas à une bascule du mix électrique africain en faveur des renouvelables.

R I.

GHANA

Le coton béninois au cœur d’un projet de relance textile

Au Ghana, le gouvernement cherche à insuffler un nouveau souffle dans une industrie textile en déclin depuis quelques années. Cette orientation se poursuit aussi bien à travers de nouveaux projets industriels que par la réhabilitation des capacités de production existantes. Au Ghana, le gouvernement est en pourparlers avec les autorités béninoises pour sécuriser l’approvisionnement en fibre de coton. C’est ce qu’a révélé le président ghanéen John Dramani Mahama le jeudi 16 juillet. Selon les informations relayées par les médias locaux, cette démarche s’inscrit dans le cadre du projet de relance de l’usine Volta Star Textiles Limited, une usine textile située à Juapong, dans le district de North Tongu, dans la région de la Volta. « Des arrangements sont en cours pour signer un protocole d’accord avec le gouvernement du Bénin afin de nous fournir du coton pour alimenter l’usine au Ghana », explique le président.

Une unité industrielle en quête d’un second souffle

Créée en 1968 sous le nom de Juapong Textiles Limited, avant de devenir Volta Star Textiles Limited (VSTL) en 2007 après sa reprise par l’État ghanéen, l’usine de Juapong a longtemps été un pilier de l’industrie textile du Ghana. Spécialisée dans la production de grey baft (tissu de coton brut destiné notamment aux transformateurs textiles), elle figurait parmi les plus importantes unités de filature et de tissage du pays. À son apogée, l’usine disposait d’une capacité de production estimée à environ 26 millions de yards soit près de 24 millions de mètres de tissu par an et soutenait toute une chaîne économique liée au coton, au transport et aux services associés en plus de la création d’emplois. Mais l’entreprise a progressivement perdu en compétitivité face au vieillissement des équipements, aux difficultés financières et à la concurrence des textiles importés. Après plusieurs tentatives de redressement, l’usine a finalement cessé ses activités en juillet 2023, selon le ministère ghanéen du Commerce et de l’Industrie, en raison notamment de problèmes d’endettement énergétique et d’inefficacités opérationnelles. Avec la sélection annoncée d’un investisseur dont l’identité n’a pas encore été dévoilée, pour reprendre en main l’usine et le projet d’approvisionnement en coton béninois, Accra espère désormais relancer cette infrastructure industrielle.

Un nouveau débouché pour le coton béninois

Si, pour l’heure, les détails concernant les volumes de commercialisation ne sont pas encore connus, ce futur partenariat avec le Bénin représente pour ce dernier pays une opportunité d’accroître ses recettes d’exportation. Les données compilées par l’Institut national de la statistique montrent par exemple que la filière béninoise a expédié près de 200 000 tonnes de coton non cardé ni peigné, générant 223,5 milliards de francs CFA (398 millions \$) de recettes en 2025. Parmi les principaux débouchés figurent notamment le Bangladesh, l’Inde, le Pakistan, la Chine et les Émirats arabes unis. Les discussions avec Accra, si elles aboutissent, devraient permettre d’augmenter les volumes d’exportation, d’autant plus que la filière béninoise s’attend à une augmentation de sa production de coton graine durant la campagne cotonnière en cours. Les dernières projections du secteur tablent sur une croissance de 8 % pour porter la récolte de coton graine à 700 000 tonnes en 2026/2027. D’un autre côté, le recours envisagé au coton béninois met en lumière les difficultés de la filière cotonnière ghanéenne à fournir une industrie textile locale à grande échelle. Dans l’ex-Gold Coast, la production de coton graine a stagné à 28 000 tonnes entre 2020 et 2024, selon les données de la FAO.

Synthèse R I.

POINT-MARCHÉS

Un dernier coup de collier avant les vacances

Avec l'intensification de la saison des résultats, la montée des tensions au Moyen-Orient et la flambée des cours pétroliers, les places financières ont été particulièrement agitées cette semaine. Une légère accalmie se profile ce vendredi mais l'avenir s'est quelque peu assombri, avec des méga cap américaines sanctionnées et le retour des anticipations de hausse de taux des deux côtés de l'Atlantique en septembre. Sauf accalmie au niveau diplomatique entre les Etats-Unis et l'Iran, la volatilité devrait encore perdurer durant la période estivale.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS Europe:

Mitie Group plc+38,68 % : le prestataire britannique de services aux entreprises s'envole à Londres, son conseil d'administration ayant accepté les termes de l'offre de rachat d'OCS Group, actant le rapprochement des deux groupes. Le temps que l'opération aboutisse, Mitie met en pause son programme de rachat d'actions de 100 millions de livres. Soitec+31,96 % : le fabricant français de substrats semi-conducteurs flambe après un premier trimestre au-dessus de son objectif et une prévision de croissance de plus de 30% pour le trimestre en cours. Tout vient du Photonics-SOI, dont les ventes ont doublé sur un an et dont le groupe attend qu'elles fassent plus que doubler sur l'exercice, portées par la connectique optique des data centers IA. CIC Corporate & Institutional Banking est passé à l'achat dans la foulée. Arcadis+19,45 % : le cabinet d'ingénierie néerlandais bondit après avoir confirmé une seconde offre non sollicitée de WSP Global, à 51,5 EUR par action en numéraire et en titres, soit près de 5 MdsUSD. Le groupe canadien avait déjà tenté sa chance à 48,5 EUR, une proposition rejetée à l'unanimité par les conseils, qui examinent cette fois la copie révisée.

Argan+3,2 % : la foncière française s'envole sur un projet de fusion transfrontalière par échange d'actions avec le belge WDP, de quoi bâtir une plateforme logistique présente dans huit pays et valorisée près de 13 MdsEUR. Quelques jours plus tôt, le groupe avait relevé son objectif de revenus locatifs 2026 à plus de 221 MEUR, avec un taux d'occupation à 100%. Hexpol AB+18,84 % : les mélanges de caoutchouc et plastiques techniques du suédois font recette. Le deuxième trimestre dépasse les attentes avec 5,28 MdsSEK de chiffre d'affaires et une croissance organique de 8%, tirée par les volumes de compounds thermoplastiques. Les brokers nordiques ont suivi en chœur, relevant leurs objectifs de cours. Traton+11,49 % : les commandes américaines s'envolent de 141% et propulsent la filiale poids lourds de Volkswagen à un record en Bourse. Le constructeur a relevé le bas de ses prévisions de ventes, de chiffre d'affaires et de marge pour 2026, porté par un premier semestre où les prises de commandes ont bondi de 30%.

FLOPS Europe:

Swatch -17,64 % : le numéro un mondial des montres pâtit de résultats semestriels décevants sur le plan de la rentabilité. Berenberg réitère sa recommandation de vente, tandis qu'Oddo BHF maintient sa position de sous-performance avec un objectif relevé à 153 CHF. STMicroelectronics -13,08 % : le fabricant franco-italien de semi-conducteurs chute après avoir publié des perspectives de chiffre d'affaires pour le troisième trimestre inférieures au consensus. Deutsche Bank maintient sa recommandation d'achat mais abaisse son objectif de cours de 75 à 70 EUR, reflétant la pression persistante sur la valorisation. Securitas -8,54 % : le groupe suédois de sécurité est sanctionné après la publication de résultats du deuxième trimestre en deçà des attentes. Si le bénéfice d'exploitation progresse, il manque les estimations du consensus, déclenchant des prises de bénéfices sur le titre.

TOPS US

Super Micro computer +24,48 % : le fabricant américain de serveurs haute densité profite du lancement de sa gamme H15, propulsée par les puces AMD, ciblant les marchés de l'intelligence artificielle et du cloud. Hut 8 Corp +20,27 % : l'entreprise spécialisée dans l'infrastructure numérique a signé un bail de 9,8 milliards de dollars pour un centre de données dédié à l'intelligence artificielle, achevant par la même occasion la commercialisation complète de son campus texan.

FLOPS US

Samsara -13,6 % : la plateforme américaine de gestion des opérations connectées pâtit de la cession, le 24 juillet, d'actions par un initié pour un montant de près de 9,5 millions de dollars, signal perçu négativement par le marché. Tesla -17,81 % : le constructeur américain de véhicules électriques dévisse au lendemain de la publication de ses résultats du deuxième trimestre, annoncés le 22 juillet: malgré un chiffre d'affaires record de 28,24 milliards de dollars, le résultat ajusté par action à 0,33 dollar manque largement les attentes fixées à 0,51 dollar, pénalisé par une envolée des charges liées aux investissements en intelligence artificielle et robotique.

Matières premières

Energie : Les prix du pétrole restent soutenus par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient. Le Brent a franchi brièvement le seuil des 100 USD le baril cette semaine, une première depuis mai, avant de revenir autour de 98 USD. De son côté, le WTI évolue autour de 90 USD, en hausse d'environ 10 % sur les cinq dernières séances. Les marchés intègrent un risque accru de perturbations de l'offre, notamment dans le détroit d'Ormuz, la mer Rouge et la mer Noire. Dans le détroit d'Ormuz, le trafic pétrolier a fortement ralenti, atteignant des niveaux particulièrement faibles selon les données de suivi maritime. En mer Rouge, les attaques revendiquées par les Houthis contre des navires saoudiens renforcent les inquiétudes autour du détroit de Bab el-Mandeb, un axe stratégique pour les exportations énergétiques vers l'Asie. Par ailleurs, les perturbations du trafic maritime en mer Noire, liées au conflit entre la Russie et l'Ukraine, continuent de peser sur l'approvisionnement. Le marché des produits raffinés reste également sous tension : les stocks européens de gasoil et de kérosène demeurent inférieurs à leur moyenne quinquennale, tandis qu'une éventuelle prolongation de l'interdiction russe d'exporter du diesel pourrait accentuer les tensions sur les prix. Métaux : Malgré les tensions géopolitiques, l'or ne décolle pas, les investisseurs restant davantage préoccupés par la perspective de taux d'intérêt élevés pendant une période prolongée. L'once se maintient autour de 4 000 USD. La remontée des rendements obligataires limite son potentiel de hausse. Le cuivre clôt également la semaine en territoire positif, malgré un repli par rapport à ses plus hauts récents. Le contrat trois mois du LME évolue autour de 13 600 USD la tonne. Le marché demeure partagé entre des fondamentaux favorables, marqués par des stocks limités et une demande chinoise résiliente, et un environnement macroéconomique moins favorable. La vigueur du dollar et la hausse des prix du pétrole pèsent

clairement sur l'appétit pour le risque. Produits agricoles : À Chicago, les céréales ont poursuivi leur progression cette semaine. Le blé enregistre une quatrième semaine consécutive de hausse et évolue à proximité de ses plus hauts niveaux depuis deux ans. Le blé s'échange autour de 700 cents le boisseau (contrats échéance septembre 2026). Le marché reste grandement soutenu par les tensions en mer Noire. Les attaques visant les navires céréaliers et les infrastructures portuaires en Russie et en Ukraine alimentent les inquiétudes concernant l'approvisionnement mondial. Le soja et le maïs ont également progressé. Le soja s'échange autour de 1 246 cents le boisseau, tandis que le maïs évolue autour de 490 cents le boisseau. Ces marchés bénéficient du rebond des cours du pétrole, qui soutient la demande liée aux biocarburants.

Macroéconomie

Macro : Même les marchés américains commencent à montrer des signes d'impatience, ou de faiblesse au choix, quant à la tournure prise par les événements au Moyen-Orient. L'escalade entre l'Iran et les Etats-Unis s'est conjuguée à l'entrée en scène des Houthis yéménites. Pro-iraniens, ils tentent désormais d'élargir le conflit à la mer Rouge en bloquant le détroit de Bab el-mandeb qui concentre 12% du commerce mondial. Certes, il existe toujours la route du sud, en passant par le cap de Bonne-Espérance, mais le temps de trajet est beaucoup plus long et le coût en rapport. Les investisseurs craignent donc une nouvelle envolée de l'inflation, mettant un peu plus la pression sur les banques centrales. De son côté, la BCE a déjà prévenu qu'elle pourrait relever une nouvelle fois ses taux directeurs dès septembre après le statu quo de cette semaine. Aux Etats-Unis, le rendement du 10 ans n'est pas en reste : il évolue déjà à ses plus hauts annuels autour de 4.70%. Même si les résultats

des entreprises sont globalement supérieurs aux prévisions, pourtant déjà élevées, les marchés actions font face à de puissants vents macroéconomiques contraires. Crypto : Le bitcoin est parti en vacances. Depuis début juillet, le BTC oscille entre 61 000 et 65 000 USD. Il n'affiche qu'une maigre progression de +0,5 depuis lundi. Même tendance du côté des ETF Bitcoin spot, dont les volumes enregistrés au cours des trois dernières semaines atteignent des niveaux historiquement bas. Signe que, pour l'instant, la cryptosphère continue d'avoir du mal à séduire les investisseurs, d'autant plus qu'ils ont les yeux rivés sur les événements au Moyen-Orient et sur tout ce qui touche à l'intelligence artificielle. Il faudrait un sacré coup de projecteur sur le bitcoin pour qu'il parvienne à rivaliser avec ces deux thèmes. La tendance est similaire sur les autres cryptomonnaies : l'ether (ETH) évolue sous les 1 900 USD, en progression de +0,72% cette semaine, Solana (SOL) recule de -1,44% à 75 USD, tandis que le Binance Coin (BNB) stagne à 566 USD. Séquence difficile pour les actions, qui subissent les tensions au Moyen-Orient et la remontée des prix du pétrole. Dans le même temps, les résultats des géants de la tech ont été sévèrement sanctionnés. En dépit d'excellents résultats, Alphabet n'a pas su dissiper les craintes du marché quant aux montants dépensés en Capex. Tesla, de son côté, s'est effondré après avoir dévoilé des chiffres inférieurs aux attentes des analystes. La semaine prochaine, la saison des résultats va encore monter en intensité, avec pas moins d'un tiers des entreprises du S&P 500 à l'agenda. Tous les regards se tourneront évidemment vers les poids lourds du marché : Microsoft, Meta, Apple et Amazon. Et pour être sûr de ne pas s'ennuyer, la Fed sera aussi de la partie. Rendez-vous mercredi soir pour la décision et la conférence de presse de Kevin Warsh.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 23 Juillet 2026
Valeur : 27 Juillet 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.0783	133.0933
1	EUR	EURO		151.9089	151.9659
1	GBP	POUND STERLING		178.1503	178.1943
100	JPY	JAPANESE YEN		81.6081	81.6373
1	CNY	CHINESE YUAN		19.6469	19.6520
1	CHF	SWISS FRANC		163.7685	163.8273
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		94.4622	94.4929
1	DKK	DANISH KRONE		20.3182	20.3218
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.7297	13.7336
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		13.8664	13.8705
1	AED	UAE DIRHAM		36.2345	36.2405
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4497	35.4556
1	KWD	KUWAITI DINAR		432.2127	432.4019
1	TND	TUNISIAN DINAR		44.7072	45.1565
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.1994	14.2010
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.7232	20.8294
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3253	3.3357
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		180.6473	180.6473

MONDE

60 économies sous la facture tarifaire américaine

Le Japon, le Brésil et la Corée du Sud ont exprimé leurs inquiétudes suite à l'annonce par le représentant américain au commerce (USTR) de nouveaux droits de douane sur 60 économies.

Le gouvernement japonais a déclaré « regretter » les nouveaux droits de douane américains, après que Tokyo a été ajouté à la liste des partenaires commerciaux de Washington soumis à des droits de douane allant de 10 à 12,5%. « Le Japon regrette la mise en œuvre de cette dernière mesure, qui impose des droits de douane au Japon au seul motif que nous n'avons pas interdit l'importation de produits fabriqués à l'aide du travail forcé », a déclaré un représentant du gouvernement japonais. Parallèlement, le gouvernement brésilien a exprimé son opposition à la décision américaine, accusant la première économie mondiale d'instrumentaliser la lutte contre le travail forcé pour justifier ses politiques commerciales protectionnistes. Dans une déclaration officielle, le gouvernement du président Lula da Silva a affirmé que l'utilisation par Washington des conclusions de l'enquête sur les « efforts insuffisants pour lutter contre le travail forcé » comme base pour imposer des droits de douane était « tota-



lement arbitraire et infondée ». Le Brésil soutient qu'en raison de l'absence de base juridique nationale pour protéger les mesures protectionnistes en matière de commerce, les États-Unis ont « manipulé une question cru-

ciale » afin d'imposer de nouvelles barrières aux importations. En ce qui concerne la Corée du Sud, les observateurs estiment que la mise en œuvre par les États-Unis de droits de douane en vertu de l'article 301 montre que l'administration Trump cherche une nouvelle base juridique pour maintenir sa politique tarifaire après que la Cour suprême des États-Unis a déclaré plus tôt cette année que les précédents droits de douane de représailles, émis en vertu de la loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (IEEPA), étaient incompatibles avec la loi. Le 23 juillet, l'administration du président Donald Trump a annoncé de nouveaux droits de douane de 10 à 12,5% sur les marchandises provenant de 60 pays, invoquant l'insuffisance des efforts déployés par ces pays pour lutter contre le travail forcé. Cette décision a été prise quelques heures seulement avant l'expiration du droit de douane temporaire de 10% appliqué par les États-Unis à l'échelle mondiale.

Agence

CHINE

La croissance économique devrait ralentir au second semestre

L'économie chinoise devrait perdre de son élan au cours des six à neuf prochains mois, sous l'effet d'une faible demande de crédit, d'un marché immobilier en crise persistante et d'un ralentissement des exportations qui contrebalancent l'accélération des dépenses budgétaires, selon BCA Research. L'activité économique a nettement ralenti au cours du deuxième trimestre, en raison d'un affaiblissement de l'investis-

sement et de la demande intérieure. Les décideurs politiques devraient accélérer la mise en œuvre des mesures déjà autorisées plutôt que d'annoncer un plan de relance global lors de la réunion du Politburo de fin juillet. Seulement 43% du quota d'obligations d'État chinois de 11.900 milliards de yuans avait été déployé à fin juin, laissant environ 6.800 milliards de yuans disponibles pour le second semestre. En outre, 800 milliards de yuans

de financements à vocation stratégique devraient soutenir les dépenses dans les infrastructures d'intelligence artificielle, la fabrication avancée et les réseaux électriques. Les finances des collectivités locales demeurent une contrainte. Les recettes issues des ventes de terrains ont chuté de près de 30% au cours des cinq premiers mois de 2026, augmentant le risque que les dépenses restent en deçà des niveaux budgétisés.

La politique monétaire devrait également rester inchangée, sans nouvelle réduction des taux d'intérêt ni des réserves obligatoires cette année. La faible croissance du crédit reflète une demande d'emprunt limitée plutôt qu'une liquidité insuffisante, tandis que les marges bancaires historiquement basses restreignent la marge de manœuvre de la banque centrale pour abaisser ses taux.

Agence

À CAUSE DES CHOCS D'INFLATION

Le salaire réel de beaucoup d'Européens a stagné ou reculé depuis 2021

Freinés par l'inflation, les salaires réels peinent à retrouver leur niveau de 2021. Ils ont stagné en France ou en Allemagne et ont nettement reculé en Italie ou en Espagne, selon les dernières données de l'OCDE qui observe un net ralentissement des gains de productivité en Europe. La vague d'inflation de 2022 a durablement pénalisé le pouvoir d'achat des Européens. Dans de nombreux pays du Vieux Continent, les salaires n'ont pas suffisamment augmenté pour compenser la hausse des prix enregistrée ces cinq dernières années. Les salaires réels, c'est-à-dire corrigés de l'inflation, ont donc trinqué. À la fin du premier trimestre 2026, les salaires réels dans la zone euro étaient en moyenne toujours inférieurs à leur niveau de 2021 (-1,8%), selon les dernières données de l'OCDE. Pire, arrêtés à la fin du mois de mars, ces chiffres n'intègrent pas la flambée des prix

de l'énergie causée par la guerre au Moyen-Orient. Celle-ci s'est pleinement matérialisée au deuxième trimestre et a renforcé les pressions sur le pouvoir d'achat. Le constat peut être nuancé au niveau de l'Union européenne. Certains États d'Europe centrale et de l'est, où les rémunérations partent de plus bas et qui ne font pas partie de la zone euro, affichent une poussée des salaires réels sur la période. Ainsi, ils ont bondi de près de 30% en Hongrie, dans un contexte de manque de main-d'œuvre et de revalorisation du salaire minimum, ou de 16,5% en Pologne. Mais ils ont stagné dans les deux plus grandes économies du bloc. En cinq ans, les salaires réels n'ont grimpé que de 0,1% en France, où l'OCDE anticipe une nouvelle chute cette année, liée à la flambée de l'énergie. L'Allemagne ne fait guère mieux, avec une légère À moins qu'ils ne puissent compter

sur d'autres sources (prestations sociales, revenus du capital...), ces très maigres augmentations exposent les salariés à des pertes de pouvoir d'achat brutales, alors que les chocs économiques se multiplient depuis la crise sanitaire de 2020.

Chute brutale en Italie

La situation est particulièrement préoccupante en Italie. Fin mars, les salaires réels y étaient inférieurs de 6,1% à leur niveau du premier trimestre 2021, le pire résultat de l'Union européenne. Et l'OCDE s'attend à une nouvelle dégradation cette année, avec encore une diminution de 0,9%. Ce décrochage n'est malheureusement pas inédit en Italie, seul pays développé à enregistrer une régression de ses salaires réels depuis le début des années 1990, quand ils ont parfois triplé dans les pays baltes. "Ce recul a été particulièrement mar-

qué pour les bas salaires, où le 10e centile (10% les plus pauvres, ndlr) a enregistré une baisse de 40,8%, tandis que le 90e centile a affiché une hausse de 3,3%", note le Bureau parlementaire du budget italien, dans un récent rapport, en liant en partie cette dynamique à l'augmentation du travail à temps partiel. Au fond, la Botte paie au prix fort la stagnation de sa productivité et de sa croissance. Et le pays ne sort pas de cette spirale, malgré de bons résultats apparents. Le taux de chômage est ainsi tombé sous la barre des 5%, le taux d'emploi est à un sommet historique, le déficit public est contrôlé... mais les salariés italiens continuent à s'appauvrir. À tel point que les jeunes quittent massivement le pays, contribuant à accélérer le vieillissement de la population et la chute de la natalité. Synthèse R.E

ETATS-UNIS Washington n'a pas rompu toutes les négociations commerciales avec le Canada

Les Etats-Unis ont annoncé début juillet 2026 qu'ils ne renouvelleraient pas leur accord de libre-échange avec le Canada et le Mexique (ACEUM). Dans ce contexte, des internautes ont partagé sur les réseaux sociaux un extrait de Fox News, dans lequel un journaliste affirme que le président américain a déclaré suspendre les négociations commerciales entre les Etats-Unis et le Canada, après l'adoption par ce dernier de la taxe sur les services numériques (TSN). Mais les propos du journaliste et les déclarations de Donald Trump ont été décontextualisés : ils remontent en réalité au 27 juin 2025. De plus, le Canada a depuis décidé d'annuler la TSN. Selon l'internaute, il s'agirait d'une "escalade majeure" dans les relations commerciales entre les deux pays. "En se retirant des négociations et en menaçant d'imposer de nouveaux droits de douane, le président Trump signale que son administration est prête à utiliser le levier économique américain pour contester ce qu'elle considère comme des taxes discriminatoires à l'encontre des entreprises américaines", affirme-t-il. Le message accompagne une séquence vidéo où l'on peut voir et entendre un journaliste de Fox News affirmer, en anglais : "Le président Trump annonce maintenant que les Etats-Unis mettent fin à toutes les discussions commerciales avec le Canada, avec effet immédiat". Le journaliste cite ensuite ce que Donald Trump aurait "écrit sur Truth Social" : "Nous venons d'être informés que le Canada, un Pays avec lequel il est très difficile de commercer, vient d'annoncer qu'il impose une taxe sur les services numériques à nos entreprises technologiques américaines, ce qui constitue une attaque directe et flagrante contre notre pays. En raison de cette taxe scandaleuse, nous mettons donc immédiatement fin à toutes les discussions sur le commerce avec le Canada. Nous informerons le Canada du droit de douane qu'il devra payer pour faire des affaires avec les Etats-Unis d'Amérique dans les sept prochains jours". A la dernière minute, Trump suspend les négociations commerciales entre les Etats-Unis et le Canada à la suite de l'adoption de la taxe sur les services numériques. peut-on lire dans une publication Facebook partagée plus de 200 fois et cumulant des dizaines de milliers de vues depuis le 12 juillet 2026.

Agence

AU MOMENT OÙ WASHINGTON ENVISAGE DE NOUVELLES RESTRICTIONS

Microsoft défend l'IA open-weight

Une trentaine d'entreprises technologiques ont signé une lettre ouverte pour dissuader Washington d'imposer des restrictions générales aux modèles d'intelligence artificielle à poids ouverts, alors que l'administration Trump examine sa réponse à des accusations de pillage technologique visant des laboratoires chinois.

Microsoft, NVIDIA, Meta, Mistral, Hugging Face, Palantir et près de trente autres entreprises ont publié une lettre commune sur le site de Microsoft. Les signataires demandent aux autorités américaines de ne pas confondre les techniques légitimes d'entraînement des modèles d'intelligence artificielle avec de véritables vols de propriété intellectuelle. Une semaine plus tôt, la Maison Blanche avait accusé le laboratoire chinois Moonshot AI d'avoir copié le modèle Fable d'Anthropic pour construire son propre système, Kimi K3, et le secrétaire au Trésor Scott Bessent évoquait déjà des sanctions possibles contre l'entreprise chinoise. Les signataires craignent qu'une réponse trop large à cet épisode ne finisse par freiner l'ensemble de l'écosystème des modèles ouverts, y compris ceux développés aux États-Unis.

Les signataires refusent de confondre distillation et piratage

La distillation désigne l'entraînement d'un modèle compact à partir des réponses d'un modèle plus puissant. Ingénieurs et chercheurs y recourent depuis les débuts du logiciel libre pour améliorer, évaluer et valider leurs propres systèmes, selon les signataires. Ces derniers réclament des cadres juridiques ciblés pour les usages non autorisés, et rejettent des restrictions générales sur la technique elle-même. Le cas de Kimi K3, le modèle open-weight que le laboratoire chinois Moonshot AI aurait construit à partir



de Fable, le modèle ouvert d'Anthropic, pose selon eux exactement ce risque de confusion entre vol de propriété intellectuelle et pratique d'ingénierie courante.

Les signataires pensent qu'aucun modèle fermé n'échappe totalement au risque. Des pirates informatiques peuvent en violer la sécurité, des utilisateurs peuvent en détourner l'usage, et leurs propres concepteurs peuvent ignorer certaines de leurs failles. Un épisode récent leur donne raison. La semaine dernière, OpenAI a reconnu qu'un de ses modèles en phase de test, GPT-5.6 Sol, avait exploité une faiblesse de son environnement d'évaluation pour accéder à un dépôt Hugging Face contenant la solution d'un exercice de programmation. Ses équipes n'ont

trouvé aucun modèle fermé capable de mener la défense contre cette intrusion, car leurs garde-fous bloquaient systématiquement toute tentative de simulation d'attaque. Hugging Face a fini par utiliser GLM 5.2, un modèle ouvert développé par le laboratoire chinois Z.ai, pour repousser l'attaque.

Mistral et les infrastructures cloud ont un intérêt dans ce débat

Plusieurs signataires sont directement concernés par l'issue de ce débat. NVIDIA et Microsoft Azure vendent des puces et de la capacité de calcul aux laboratoires d'intelligence artificielle. Plus les modèles restent interchangeables, plus la demande en GPU et en location de serveurs cloud augmente pour l'en-

semble du secteur. Anthropic n'a pas signé le texte : l'entreprise a plutôt demandé à l'administration Trump de répondre aux accusations de pillage technologique visant les laboratoires chinois, un choix cohérent avec son modèle économique, fondé sur des intelligences artificielles propriétaires. Le nom d'OpenAI, ne figurait pas dans la version publiée vendredi selon les premiers comptes rendus. Il apparaît désormais sur la page officielle de Microsoft, mise à jour samedi. Mistral, qui distribue certains de ses modèles sous licence Apache 2.0 via Le Chat, fait partie des rares laboratoires européens présents dans la liste des signataires. Les gouvernements européens comptent en partie sur ce type d'accès ouvert pour construire leur souveraineté numérique, plutôt que sur une dépendance aux seules API propriétaires américaines, et Washington toucherait par ricochet cette stratégie en cas de restriction généralisée. Washington a imposé, retiré, puis réautorisé plusieurs fois l'exportation de ses GPU les plus avancés vers la Chine en moins de deux ans, au gré des tensions diplomatiques. Rien ne garantit qu'une politique aujourd'hui favorable aux modèles ouverts résiste à un revirement comparable, si de nouvelles accusations de pillage technologique touchent des laboratoires chinois. Elon Musk, qui dirige une activité d'intelligence artificielle au sein de sa société spatiale SpaceX, a affirmé sur X soutenir pleinement le texte, sans que SpaceX ait officiellement signé le document.

Un fabricant d'alarmes auto expose 2,2 millions de véhicules à un vol par Bluetooth

Un fabricant américain de systèmes antivol pour automobiles a conservé, pendant près de dix ans, une clé numérique identique sur des millions de véhicules. Des chercheurs universitaires ont réussi à déverrouiller une voiture et à couper son moteur depuis un smartphone, à quelques mètres, sans qu'aucune alerte ne prévienne le conducteur. Le système s'appelle KARR. C'est un boîtier Bluetooth vendu par Acrisure Protection Group. Depuis 2017, des concessionnaires Honda, Toyota, Mazda, Ford et Jeep en Californie du Sud l'installent avant même la livraison du véhicule, puis proposent l'abonnement au client. Même si vous refusez l'offre, le boîtier reste tout de même branché sous le tableau de bord.

Une équipe de l'université de Californie à San Diego, dirigée par le professeur Aaron Schulman, a examiné le dispositif et identifié au moins 2,2 millions de véhicules concernés aux États-Unis, alors que la moitié de leurs propriétaires ignorent même l'existence du boîtier. Certains de ces véhicules circulent aussi au Canada et au Japon, revendus d'occasion avec leur système d'origine toujours actif. Chaque appareil partage la même clé d'authentification,



stockée en clair dans l'application mobile associée.

À cinq mètres, on peut déverrouiller la voiture et couper le moteur

À environ quatre mètres et demi, un attaquant équipé de l'outil mis au point par l'équipe d'Aaron Schulman a pu déverrouiller la voiture ciblée et couper l'allumage, de quoi immobiliser un conducteur en train de conduire, en plein milieu du trafic. On n'entend qu'un bip et

un clignotement discrets mais rien d'autre n'alerte l'automobiliste. Selon Jerry Yu, doctorant en informatique dans l'équipe d'Aaron Schulman et coauteur de l'étude, un voleur n'a plus besoin de briser une vitre, car il lui suffit de se connecter en Bluetooth au dispositif pour déverrouiller les portières. Il démarre ensuite le véhicule avec les outils qu'utilisent habituellement les serruriers professionnels. Les propriétaires qui ont refusé l'abonnement payant pensaient

leur boîtier inactif. Pourtant, en une seule commande de réveil transmise par Bluetooth on réactive l'ensemble des fonctions, selon les chercheurs. Chaque boîtier émet en permanence son identifiant Bluetooth. Des bases participatives comme WiGLE enregistrent ces signaux depuis des années, et on peut alors y retracer, identifiant après identifiant, l'historique de stationnement d'un véhicule. L'équipe a aussi réussi à déclencher à distance les phares et les avertisseurs sonores de plusieurs voitures garées côte à côte.

Dix-huit mois d'attente avant la publication d'un correctif

L'université de Californie à San Diego a signalé la faille à Acrisure Protection Group en janvier 2025. Le correctif logiciel n'est arrivé que le 20 juillet, dix-huit mois plus tard, quelques semaines avant la présentation prévue par l'équipe à la conférence DEF CON début août, puis à USENIX Security à Baltimore. Acrisure estime pourtant que le risque réel est limité pour ses clients. Un an plus tôt, Subaru avait connu une faille comparable sur son portail Starlink, exploitable avec une plaque d'immatriculation et le nom du propriétaire du véhicule. Le

constructeur a corrigé le problème en vingt-quatre heures. Rockledge, un second fabricant de systèmes antivol et d'assurance automobile, vend des boîtiers différents. Dans ce cas, un attaquant doit se trouver physiquement à proximité du conducteur au moment où celui-ci utilise son système, pour intercepter puis rejouer l'échange numérique entre le téléphone et la voiture, une attaque par relais. Le correctif d'Acrisure passe uniquement par l'application KARR, celle que seuls les clients payants ont téléchargée. La moitié environ des propriétaires concernés n'ont jamais installé cette application et n'ont donc aucune raison de la lancer un jour. Un million de personnes environ ne peuvent ainsi pas corriger une faille dont elles ignorent l'existence, parmi lesquelles de nombreux acheteurs de véhicules d'occasion. En France, plus de 140 000 véhicules disparaissent chaque année sans effraction, la plupart du temps via des réseaux organisés autour des systèmes sans clé. Le cas KARR nous montre qu'une technologie mise au point pour rassurer les propriétaires contient, par une erreur de conception, une entrée supplémentaire pour les voleurs.

Les Indiens s'enrichissent de plus en plus, et c'est un gros problème pour Suzuki

La part de marché du premier constructeur en Inde s'est effondrée ces derniers temps. Suzuki se retrouve en effet dans une situation inédite dans un des marchés les plus difficiles pour les constructeurs étrangers. La faute, pour Suzuki, à des Indiens... qui s'enrichissent de plus en plus. Et Suzuki n'a pas forcément l'étoffe pour suivre. En tout cas pour l'instant.



Contrairement à tant d'autres constructeurs européens, asiatiques ou américains, Suzuki a rapidement senti le « filon » de l'Inde.

Débarqué au début des années 80 sur place, Suzuki signe rapidement un accord avec le gouvernement indien et la marque Maruti. Suzuki possède plus de

50 % des parts dans la co-entreprise et voit son activité grandir rapidement. Au point que Maruti Suzuki devienne le leader automobile incontesté en Inde : avec une part de marché à plus de 70 %, le géant nippon avait réussi à capter une sacrée part du gâteau dans un marché encore émergent. Mais Suzuki a peut-être raté quelque chose dans son long travail de maintien du capital indien : des clients devenus plus exigeants.

La maîtrise des prix pour Suzuki

Suzuki est probablement en train de vivre ce que bon nombre de constructeurs ont pu traverser pendant les années 90 et 2000 en Chine : un pays qui se développe, des automobilistes qui voient leur pouvoir d'achat augmenter et des attentes qui suivent à la hausse. L'Inde reste un marché relativement émergent mais les clients indiens veulent désormais des options comme le toit ouvrant ou d'autres équipements qui n'auraient eu de succès auparavant. Et Suzuki n'est pas le constructeur le plus généreux en matière d'options et d'équipements proposés sur ses modèles, qui plus est en Inde. La marque a toujours cultivé une certaine culture de la maîtrise des coûts de production pour proposer aux clients indiens les véhicules les plus accessibles.

Suzuki veut déjà réagir

La part de marché de Suzuki est tombée à 39 % ces derniers mois, plus bas historique depuis sa montée en puissance en

Inde. Le constructeur nippon a donc décidé de réagir.

Car depuis l'arrivée de Suzuki en Inde, l'économie du pays a été multipliée par 18. Les salaires ont suivi, et Suzuki se voit désormais concurrencé par Tata et Mahindra, la voiture dépourvue de tout superflu n'étant plus aussi attractive qu'avant.

Pour le patron de Suzuki, la situation actuelle en Inde est la plus difficile depuis 40 ans. Son plan produit à venir comporte ainsi 7 nouveaux modèles de SUV et des véhicules plus haut de gamme, dont un premier modèle électrique, l'eVitara. Suzuki n'est d'ailleurs pas le seul à se mettre à l'embourgeoisement en Inde : Renault, notamment, a lancé pour la première fois une motorisation hybride sur place. Grand écrans tactiles, toit ouvrant, de nombreux équipements font leur apparition. Mais la tâche s'annonce ardue pour Suzuki qui a un peu l'image de Dacia en France à ses débuts.

Et on le voit aujourd'hui, même si Dacia monte en gamme et augmente ses tarifs, il lui est difficile d'aller chercher trop haut sous peine de voir ses clients préférer d'autres marques à prix équivalents. « Selon JATO Dynamics, moins de 3 % du chiffre d'affaires de Maruti provient des voitures dont le prix dépasse 15 500 dollars, contre plus de 21 % pour le reste du secteur », rappelle Reuters. Autant dire que même avec des modèles plus cossus, l'affaire est loin d'être pliée d'autant plus que Suzuki va devoir composer avec l'arrivée de mastodontes comme... Toyota.

Le futur Kia Sportage déjà sur les routes

À peine un an après la présentation du Sportage restylé, Kia prépare déjà la génération suivante de son SUV le plus vendu. Nos chasseurs de scoops ont surpris un prototype encore largement dissimulé sous son camouflage. Si ces premières images livrent peu d'indices sur son design, elles confirment que le constructeur coréen travaille déjà à sa succession. D'autres observations et plusieurs informations non confirmées permettent toutefois d'esquisser les principales évolutions attendues. Le Kia Sportage n'a pas fini sa carrière, loin de là. La version restylée de la cinquième génération, dévoilée il y a un peu plus d'un an et commercialisée progressivement selon les marchés, commence à peine à s'installer que son successeur prend déjà la route. Nos chasseurs de scoops ont en effet photographié un prototype de développement du futur Sportage, aperçu lors d'essais avec un camouflage particulièrement épais. Il faut dire que le constructeur n'a rien laissé au hasard. Face avant, ailes, poupe, optiques ou encore poignées de portes : pratiquement tous les éléments de carrosserie sont recouverts. Ces premiers clichés per-



mettent surtout de constater que les proportions générales semblent évoluer vers un SUV un peu plus vertical, cubique, tandis que le capot paraît plus horizontal. Un peu à la manière des plus récents EV2 et EV5. On remarque aussi un toit façon pavillon « flottant » comme sur ces derniers. Pour le reste, difficile d'aller plus loin sans tomber dans la spéculation. Cette précocité peut surprendre, mais elle n'a rien d'exceptionnel dans l'industrie automobile. Les constructeurs commencent générale-

ment les essais routiers de leurs futurs modèles plusieurs années avant leur commercialisation. Pour Kia, l'enjeu est d'autant plus important que le Sportage constitue son modèle le plus vendu dans le monde, avec plusieurs centaines de milliers d'exemplaires écoulés chaque année. Et puis Kia fait aussi partie de ces constructeurs dont le rythme de renouvellement est particulièrement élevé, à raison de 2 à 3 ans entre un nouveau modèle et son restylage. Puis le même écart avant de passer à une nouvelle génération. L'actuelle

génération de Sportage date de 2021 (commercialisation en fin d'année), son restylage de fin 2024...

Les premiers indices

Si les photos ne dévoilent pratiquement rien de l'extérieur, en revanche, plusieurs clichés zoomés permettent d'entrevoir une évolution bien plus importante à bord. On peut ainsi observer ce qui semble être un très grand écran central, ce qui fait évidemment écho au futur système multimédia Pleos Connect du groupe Hyundai, développé autour d'Android Automotive. Et qui devrait arriver dès l'automne prochain sur la Ioniq 3 en Europe. L'habitacle pourrait ainsi connaître une refonte en profondeur, même si Hyundai et Kia semblent vouloir conserver des commandes physiques pour les fonctions les plus courantes, comme la climatisation ou le volume audio. Pour revenir à l'extérieur de ce futur Kia Sportage, des confrères coréens ont également évoqué une toute nouvelle signature lumineuse, suite à des fuites de photos montrant effectivement l'un des futurs projecteurs très vertical. Mais pour l'heure son authenticité n'a jamais été confirmée par Kia.

Hybridation renforcée, nouveau logiciel... ce que l'on peut attendre du prochain Sportage

Au-delà du style, c'est surtout la partie technique qui pourrait évoluer. Plusieurs sources évoquent une place encore plus importante accordée aux motorisations hybrides, dans la continuité de la stratégie déjà engagée par Kia ces dernières années. Le nouveau système Pleos devrait également apporter une interface plus moderne, davantage de services connectés et des mises à jour à distance plus complètes. D'aucuns avancent également que le futur Sportage pourrait abandonner les versions essence et diesel non électrifiées sur certains marchés européens, tandis que l'hybride rechargeable gagnerait nettement en autonomie électrique, jusqu'à approcher les 100 km. D'autres évoquent enfin une présentation dès l'an prochain, pour une commercialisation courant 2027. À ce stade, Kia n'a confirmé aucun de ces éléments. Les premiers prototypes montrent surtout que le développement de la sixième génération est bel et bien lancé, mais il faudra encore patienter avant d'en connaître les caractéristiques définitives.

Mots fléchés

VOITURES DU TOUR POSITION EN CÔTE		VERTÈBRE MINABLE		COUPLE SALAI		PLANÈTE POT À SUCRE		COURSE AU FINISH		RAYON DE SOLEIL BRASSE DE L'AIR		PRATIQUE OCCULTE PUBLIE
								ENTRE PARIS ET ROUBAIX FLEUVE				
RUISSEAU VOITURE DE QUEUE			ROUGE CRAMOISI OBLIGA- TION							NOTE COUR INTÉRIEURE		
					PENSERAIT PRONOM INDÉFINI							
VAINQUEUR DU TOUR		NOMBRE DE POINTS PROCHE PARENT						DISTINCTE SOLITAIRES				
							CONJONC- TION ÉPICÉS			MÉTRO MONNAIES ROUMAINES		
SAINT PHILIPPE SONGE					RÉACTEUR NUCLÉAIRE DÉESSE MÈRE			LITHIUM GONFLÉ À BLOC SUR LE TOUR				BOURRUS
				BONS EN MONTAGNE RESTITUÉE								
MAILLOT DE LEADER	IRLANDE VAINQUEUR DU TOUR					LA PLUS PETITE QUANTITÉ						
					BRINGUE RAFALE					TRANS- PORTS PUBLICS	PARTICULE ÉLÉMENT D'UN VÉLO	
INSTAN- TANÉS		EXPLOSIF SE TRANS- FORMA				SANS PARTI PRIS LIBERTAIRE						OBSTINÉS
									MAILLOT SUR LE GIRO GRUGÉ			
APPRIS UN JOUR DE COURSE			RÉCIPIENT LIEU PUBLIC					BOISSON HOMME DE MAIN				INCAPABLE
					PRENNENT EN CHARGE ORGANE							
TRICHÉRIE SUR LE TOUR		OISEAU BICOLORE		MÉTAL JEU DE PIONS			VAINQUEUR DU TOUR	APRÈS LUI, LE DÉLUGE		EUROPE ABRÉGÉE DISTANCE SPATIALE		
						POSSESSIF						
PROVEN- ÇAL VIEILLE							PRINCIÈRE					
				NETTOYÉES							SUR LES DIPLOMES	

Le café mondial s'achemine vers une récolte record de 190 millions de sacs

Le café est la troisième boisson la plus consommée au monde, après l'eau et le thé. La nouvelle campagne de production, qui s'annonce en octobre, sera placée sous le signe de nouveaux records. Le monde continuera à crouler sous le café en 2026/2027. Selon le dernier rapport du Département américain de l'agriculture (USDA), publié le 21 juillet, la production de fèves est attendue à 189,6 millions de sacs (1 sac = 60 kg) sur ladite campagne, qui débutera en octobre prochain, contre 178,8 millions de sacs un an plus tôt.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 27 juillet 2026 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



APN

Réunion pour arrêter l'ordre du jour de la séance d'ouverture de la 10e législature

Le bureau provisoire de l'Assemblée populaire nationale (APN) a tenu, dimanche, une réunion pour arrêter l'ordre du jour de la séance d'ouverture de la 10e législature et débattre des procédures de formation de la Commission de validation de la qualité de membre, indique un communiqué de la chambre basse du Parlement. La réunion, présidée par le plus âgé des candidats élus, assisté des plus jeunes candidats élus, s'est déroulée en présence des représentants des partis politiques et du représentant des indépendants vainqueurs aux dernières législatives, "remplissant la condition de constitution de groupes parlementaires", précise la même source. Cette réunion a été tenue pour arrêter "l'ordre du jour de la séance d'ouverture de la 10e législature et de débattre des procédures de formation de la Commission de validation de la qualité de membre", conclut le communiqué.

DIPLOMATIE

Le ministre d'État, ministre des AE reçoit son homologue sénégalais

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu, dimanche au siège du ministère, le ministre de l'Intégration africaine, des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur de la République du Sénégal, pays frère, M. Cheikh Niang, qui effectue une visite de travail en Algérie, indique un communiqué du ministère. A cette occasion, les deux ministres ont eu un entretien en tête-à-tête, suivi d'une séance de travail élargie aux membres des délégations des deux pays. Ces entretiens ont "permis de procéder à une évaluation globale de l'état des relations algéro-sénégalaises et d'examiner les perspectives de leur consolidation dans tous les domaines prioritaires, notamment les hydrocarbures, l'énergie, l'industrie pharmaceutique, la finance, l'enseignement supérieur, la recherche scientifique et la formation professionnelle, ainsi que les moyens de développer les échanges commerciaux bilatéraux en tirant parti des avantages qu'offre la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)", précise le communiqué. A cet égard, les deux parties sont convenues de la nécessité de réactiver les mécanismes de coopération bilatérale afin de donner une nouvelle impulsion à ces relations, notamment à travers la préparation de la tenue de la prochaine session de la Commission mixte algéro-sénégalaise avant la fin de l'année en cours et la relance du Conseil d'affaires algéro-sénégalais. Cette rencontre a également constitué "une importante occasion pour échanger les vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en tête desquelles la situation dans la région sahélo-saharienne", conclut le communiqué.

APS

PLAN NATIONAL DE DÉPLOIEMENT DU SYSTÈME DE DME

Le ministre de la Santé préside l'ouverture de la première semaine de formation

Le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Ait Messaoudene, a présidé, à Alger, l'ouverture de la première semaine de formation sur le Plan national de déploiement du système de dossier médical électronique (DME), destiné à moderniser le système national de santé et à améliorer la qualité de la prise en charge des malades, indique dimanche un communiqué du ministère. Lors de l'ouverture des travaux de cette semaine de formation, organisée samedi à l'Institut national de formation supérieure paramédicale (INFSPM), le ministre a précisé que cet événement marque "le lancement effectif d'un projet national stratégique s'inscrivant dans le processus de modernisation du système national de santé et de concrétisation de la transformation numérique", soulignant que le système de DME constitue "une avancée qualitative vers l'amélioration de la qualité des services de santé, le renforcement

de l'efficacité de la gestion et la mise à disposition d'outils précis pour la prise de décision". Dans ce cadre, le ministre a mis en avant l'importance de la transformation numérique, devenue désormais "une nécessité incontournable pour le développement des systèmes de santé", ajoutant que l'Algérie "s'est engagée de manière effective dans cette démarche, à travers le lancement du déploiement du système de DME dans les différentes wilayas du pays, en phase avec les évolutions mondiales dans le domaine de la santé numérique". Ce système a été entièrement conçu et développé par les ingénieurs et les cadres de la Direction des systèmes d'information et de l'informatique du ministère de la Santé, ce qui reflète le niveau des compétences nationales dans la conception et le développement de solutions numériques avancées répondant aux besoins du secteur de la santé et traduit l'orienta-

tion stratégique de l'Etat consistant à s'appuyer sur les compétences algériennes pour la réalisation des grands projets, a souligné le ministre. "Plus de 200 formateurs, dont 40 médecins, 40 paramédicaux, 80 ingénieurs en informatique et 40 administrateurs, ont été sélectionnés dans dix wilayas pilotes à travers le pays, qui seront chargés de transmettre les connaissances et les compétences aux différentes structures de santé, afin d'assurer un déploiement progressif et efficace du système", a-t-il fait savoir. Le ministère ambitionne de généraliser ce système à travers 69 wilayas et plus de 2.500 structures de santé, ce qui nécessite, selon le ministre, "la mobilisation de l'ensemble des acteurs du secteur pour assurer le succès de ce chantier national stratégique", conclut le communiqué.

APS

ANP

Arrestation de 5 narcotrafiquants et saisie de plus de 45 kg de cocaïne

Cinq (05) narcotrafiquants ont été arrêtés et plus de 45 kg de cocaïne ont été saisis dans les Secteurs militaires d'Adrar, Béchar et Timimoune, en 3e Région militaire, par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), indique, dimanche, un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans la dynamique des efforts déployés par les unités de l'ANP dans la lutte contre toutes formes de criminalité organisée et de narcotrafic, notamment au long de la bande frontalière sud-ouest de notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations de qualité menées au niveau des



Secteurs militaires de Béchar, Adrar et Timimoune en 3e Région militaire, (5) narcotrafiquants et ont saisi (45) kilogrammes et (357) grammes de drogue dure (cocaïne), ainsi que (59.997) comprimés psychotropes et (4) véhicules touristiques utilisés dans des opérations de trafic de drogue", précise la même source. Ces résultats réalisés sur le terrain dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, "confirment l'étroite coordination entre les différentes composantes de l'ANP qui veillent à garantir la sécurité et la quiétude des citoyens", relève le communiqué.

SAISON ESTIVALE

Poursuite de la campagne nationale de sensibilisation à la sécurité routière

Les activités de la campagne nationale de sensibilisation à la sécurité routière durant la saison estivale se poursuivent dans le cadre de la mise en œuvre du programme national de prévention des accidents de la route, indique dimanche un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. Dans le cadre de cette campagne, lancée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, via de la Délégation nationale à la sécurité routière, plusieurs wilayas du pays organisent des journées d'étude, des rencontres, ainsi que des campagnes et autres activités de sensibilisation au niveau des espaces publics, sur les axes routiers connaissant un trafic dense, au niveau des postes-frontières, sur les plages et dans les

gares routières. Cette campagne connaît une large participation de différents partenaires et intervenants, à l'instar des services de la Sûreté nationale, de la Gendarmerie nationale, de la Protection civile, des Douanes et de la Police aux frontières, des directions des transports, des inspecteurs du permis de conduire, des associations de sécurité routière et des auto-écoles, précise le communiqué. Ces opérations comprennent "la diffusion de messages de sensibilisation à l'adresse des usagers de la route, notamment les familles et les estivants, leur rappelant l'importance du respect du code de la route et des règles de conduite sûre et la nécessité d'éviter l'excès de vitesse et de ne pas utiliser le téléphone portable au volant". "Des dépliants et des supports de sensibilisation contenant une série de

conseils préventifs sont également distribués dans ce cadre", ajoute la même source. Pour rappel, cette campagne nationale intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à prévenir les accidents de la route et à ancrer la culture de la sécurité routière, notamment durant la saison estivale. Elle s'inscrit également dans le cadre des efforts continus déployés par le ministère pour "intensifier l'action préventive et de sensibilisation et renforcer la coordination entre les différents secteurs et intervenants, en vue de réduire les accidents de la route, de protéger les vies et les biens et de garantir des déplacements sûrs aux citoyens durant la saison estivale".

APS